

l'heure de vérité :  
une  
crise  
sans  
fond

contributions de  
Henri Wilno, Isaac Johsua,  
Michel Husson, Yorgos Mitralias

Venezuela, il faut que ceux qui soutiennent  
la révolution agissent de manière autonome

Syrie, une révolution en marche

**LA LIBYE NOUVELLE DE L'INTÉRIEUR ET LA « CONSPIRATION » DE L'OTAN**

DOSSIER : conférence européenne des travailleurs de l'AUTOMOBILE

**ISRAËL, LES DÉFIS DE L'ÉTÉ SOCIAL 2011**

# Les soubresauts de la crise

## quelques éléments d'analyse

Par  
Henri Wilno\*

Les premières semaines du mois d'août 2011 ont indéniablement marqué un nouveau tournant dans la crise économique. Les éléments annonciateurs d'un ralentissement de la croissance aux États-Unis et dans l'Union européenne se sont accumulés. Le 6 août, Standard & Poors a abaissé la note de la dette américaine. Dans le même temps, les marchés financiers ont connu de forts reculs (1).

### Un ralentissement de la croissance antérieur au rebond de la crise financière

Depuis plusieurs mois, apparaissaient des signes du ralentissement d'une croissance déjà relativement limitée (car dans plusieurs pays, les pertes de production résultant de la récession de 2009 n'ont pas été effacées, tandis que perdure un chômage élevé). Dans une publication du 8 août dernier, l'OCDE indique que ses indicateurs avancés (qui indiquent la croissance à venir) continuent de signaler un ralentissement de l'activité pour le mois de juin 2011 dans la plupart des pays de l'OCDE et des grandes économies non membres (y compris le Brésil, la Chine et l'Inde). Toutes les données publiées depuis ont confirmé cette tendance.

Aux États-Unis, la production et la consommation décéléraient depuis plusieurs trimestres et de nouveaux indicateurs négatifs (demande d'emplois, baisse des ventes de logements, activité manufacturière), publiés le 18 août, l'ont confirmé. Il en est de même dans plusieurs économies européennes.

En France, après une croissance de 0,9 % au premier trimestre, l'Insee et la Banque de France avaient indiqué attendre une hausse de 0,2 % du produit intérieur brut au deuxième. En fait, le chiffre publié le 12 août est nul. La production industrielle a reculé de 0,6 % et la consommation des ménages de 0,7 %. Pour le 3<sup>ème</sup> trimestre, la Banque de France a publié une première

estimation à 0,2 % ce qui confirmerait le ralentissement. Le chômage a recommencé à augmenter depuis mai avec, en juin, 33 600 chômeurs enregistrés de plus. Le gouvernement maintient lui pour l'instant sa prévision de croissance annuelle à +2,0 % (après 1,5 % en 2010), mais ce chiffre risque fort d'être démenti.

La croissance du PIB a également ralenti au 2<sup>ème</sup> trimestre dans la plupart des pays de l'Union européenne. Dans certains cas, les plans d'austérité laissaient présager ces résultats. Mais la brutalité du coup d'arrêt enregistré en Allemagne a surpris : le 16 août ont été publiés les chiffres de la croissance au 2<sup>ème</sup> trimestre. Le ralentissement est beaucoup plus sensible que celui escompté : la progression du PIB a été en effet presque nulle (+0,1 %, après +1,3 % au 1<sup>er</sup> trimestre). Au total, pour l'ensemble de l'Union européenne, le produit intérieur n'a augmenté que de 0,2 % au 2<sup>ème</sup> trimestre.

Certains économistes évoquent un scénario en W (récession à double creux) avec une nouvelle récession. Il est trop tôt pour trancher mais, récession ou pas, un nouveau

ralentissement généralisé de l'économie se profile. Il s'explique, avec des dosages différents selon les pays, par :

- La fin des mesures de soutien à l'activité comme les primes automobiles ;
- La poursuite de la crise immobilière (USA, Espagne, etc.) ;
- Les premiers effets des mesures d'austérité en Europe ;
- L'arrêt du restockage par les entreprises ;
- La faiblesse de la demande des ménages ;
- Les retombées du ralentissement dans les pays partenaires : ainsi les pays d'Europe centrale sont particulièrement liés à l'économie allemande.

Ce ralentissement pourrait ne pas épargner la Chine, même si celle-ci conserve un

\* Henri Wilno, économiste, est membre du Groupe de travail économique du Nouveau parti anticapitaliste (NPA, France) et militant de la IV<sup>e</sup> Internationale. Cet article est une version actualisée et modifiée à la marge d'un article publié sur les sites *Europe solidaire sans frontières* et *A l'encontre* sous le titre « Face aux derniers soubresauts de la crise : éléments d'analyse ».

1. Cet article constitue (sauf pour sa dernière partie) une analyse conjoncturelle centrée sur les États-Unis et l'Union européenne. Les dimensions structurelles et mondiales de la crise n'y sont pas abordées.

# Crise du capitalisme

taux de croissance sensiblement plus élevé que les USA ou l'Europe.

## La crise financière va durer

Au-delà de tous les soubresauts des Bourses, le rebond de la crise financière renvoie à l'imbrication de la crise des dettes publiques et de l'incertitude maintenue sur la situation des banques.

Les dettes publiques ont explosé dans les deux dernières années (2) et elles représentent désormais une charge considérable pour les différents États.

En France, pour l'année 2011, le remboursement du capital représentera environ 97 milliards d'euros et le paiement des intérêts environ 45 milliards d'euros, soit au total 142 milliards d'euros. A titre de comparaison :

- les recettes de l'impôt sur le revenu ont été de 50,3 milliards d'euros en 2010 ;
- le budget de l'enseignement scolaire hors retraites des enseignants (2011, prévisions) est de 45,6 milliards d'euros.

Le paiement des intérêts de la dette absorbe donc presque toutes les recettes de l'impôt sur le revenu.

Les titres de la dette publique ont une double caractéristique du point de vue de la finance :

- Ce sont des garanties car les États sont habituellement considérés comme des débiteurs plus sûrs que les agents économiques privés : les banques et les compagnies d'assurance conservent donc un volant important de titres d'État (qui par ailleurs rapportent des intérêts) ;
- Ce sont des instruments de spéculation : les fonds spéculatifs font des « aller-retour » rapides, achetant puis vendant ces titres au gré des fluctuations des taux de change des monnaies et des taux d'intérêt. Souvent, ces opérations se font à découvert, c'est-à-dire sur des titres que les opérateurs ne possèdent pas (mais qu'ils espèrent se procurer à bon prix au moment où ils devront les fournir).

Comme les banques détiennent des quantités importantes de titres de la dette publique (et que celles-ci sont mal connues), il y a aujourd'hui une incertitude renouvelée sur leur santé. Cela déclenche des rumeurs téléguidées ou pas par des spéculateurs. En France, cela concerne plus particulièrement la Société Générale. Cette inquiétude retentit aussi sur le comportement des banques. Des flux financiers vont constamment d'une banque à l'autre mais l'incertitude peut amener un tarissement partiel de ces flux

nécessaires au financement de l'économie, comme ce fut le cas après la faillite de la banque américaine Lehman Brothers en 2008. De même, on pourrait assister à une plus grande difficulté d'accès au crédit pour les particuliers ou les entreprises.

Crise des dettes publiques et incertitudes bancaires se combinent donc pour faire plonger les Bourses : du 1<sup>er</sup> juillet au 10 août le CAC 40 a perdu 25 %. La chute des cours de Bourse s'est poursuivie ensuite malgré les annonces franco-allemandes et les mesures de soutien aux banques prises par la Banque centrale européenne. Et il est impossible de préjuger de la tendance dans les semaines qui viennent. Mais surtout, désormais, ce qui s'annonce, c'est l'interaction entre la crise financière et le risque d'approfondissement du ralentissement déjà engagé de l'économie réelle (production, emploi).

## Les marges de manœuvre des États sont limitées, les contradictions s'accroissent

Le stock de dette publique accumulé, la liberté sans limite laissée aux spéculateurs sur les marchés financiers ligotent les États. Mais les choix auxquels sont confrontés les différentes bourgeoisies se concrétisent différemment et conduisent à des hésitations, voire à des affrontements sur la voie à suivre. La crise de direction de la politique économique est incontestablement une des dimensions de la situation économique présente.

Aux États-Unis, la politique économique gouvernementale est paralysée par l'exigence des Républicains de compression à marche forcée de la dette, sans remise en cause des baisses d'impôt pour les ménages les plus riches mises en place sous la présidence Bush. Fin juillet, pour obtenir la hausse du plafond de la dette, Obama a capitulé une fois de plus devant les exigences des Républicains. Cela n'a pas évité la dégradation de la note américaine par Standard & Poors au motif, notamment, de l'incertitude sur le futur de la politique de réduction de la dette. Seule la Réserve Fédérale essaie de jouer un rôle actif en annonçant le 9 août un maintien de ses taux d'intérêt au voisinage de zéro pour deux ans mais elle n'a rien annoncé de plus pour l'instant, sinon des assurances imprécises sur des actions, si nécessaire, pour maintenir la croissance. Obama a déclaré le 18 août qu'il présenterait en septembre un plan pour l'emploi jumelant des baisses d'impôts pour les entreprises qui embauchent, des aides aux chômeurs de longue durée... et des mesures de réduction des dépenses. Ce cocktail

improbable qui tient surtout de la volonté de se placer au centre dans la perspective des élections de 2012, risque de rester à l'état d'annonces face à l'opposition probable des Républicains.

En Europe, tout tourne pour l'instant autour de la dette publique. D'abord limitées à la Grèce, les attaques spéculatives ont touché l'Irlande, le Portugal, et maintenant l'Italie et l'Espagne. Pour sauvegarder les banques détenant des titres, des dispositifs « d'aide » aux trois premiers de ces pays, gagés sur des plans d'austérité extrêmement durs, ont d'abord été mis sur pied au niveau européen. Les discours sur l'austérité se sont généralisés depuis 2010 dans toute l'Europe, ce qui n'a pas empêché des attaques spéculatives sur les dettes espagnole et italienne, pays d'une tout autre taille que les précédents. Le 8 août dernier, après une réunion des ministres des finances du G7, la Banque centrale européenne a accepté d'acheter des titres de la dette italienne et espagnole. *Le Monde* du même jour a titré « *La BCE empêche les Bourses de céder à la panique* », titre vite démenti par la reprise de la baisse des cours. Les mauvaises créances étaient passées aux banques, puis aux États, elles vont désormais vers la Banque centrale.

Les réunions des États européens se multiplient et courent après les événements mais deux axes perdurent : dans l'immédiat, sauvetage du système financier laissé libre de spéculer et, pour le présent et l'avenir, austérité. Les débats parfois durs portent sur les modalités techniques (mais non sans conséquences) de cette politique, notamment sur les critères plus ou moins stricts du déclenchement des mécanismes de soutien aux dettes des pays et sur le fait que le système financier pourrait un peu y participer. Le paradoxe est que cette politique, qui n'a comme objectif que de complaire aux marchés, ne rassure pas tout à fait ceux-ci car elle se décide au jour le jour. En fait, comme l'écrit Michel Husson (3), au-delà des bricolages, l'Europe est à la croisée des chemins : soit un pas en avant vers un fédéralisme permettant dans l'immédiat de mutualiser les dettes, soit des replis chacun pour soi débouchant sur un éclatement de la zone Euro. Comme les bourgeoisies européennes ne sont pas disposées à assumer l'une ou l'autre de ces issues, la crise perdure.

La réunion Sarkozy-Merkel du 16 août s'est inscrite dans cette lignée : austérité et gesticulations. Du côté de l'austérité, la demande que les dix-sept États de la zone euro inscrivent d'ici à l'été 2012 une « règle d'or » de retour à l'équilibre des comptes publics, avec menaces de sanction pour les récalcitrants. Du côté des gesticulations, un

2. On ne développera pas ce sujet, voir Isaac Johsua « *Crise : l'heure de vérité* » en pp. 6-11.

3. Michel Husson, « *Une crise sans fond* », en pp. 12-16.

« *gouvernement économique de la zone euro* », dont Français et Allemands ont déjà désigné le président, le Belge Herman Van Rompuy, mais dont la réalité reste à concrétiser, et également un projet de taxe sur les transactions financières. Le resurgissement de cette proposition vise à répondre à un double objectif : prendre en compte au moins en apparence les réticences à un nouveau sauvetage de la finance sans contrepartie et (au cas où cette taxe se concrétiserait effectivement, ce qui est très incertain) fournir quelques ressources au budget communautaire.

Il est à noter que certains des gouvernements de droite de l'Union européenne sentent le besoin de donner quelques gages aux mouvements de mécontentement qui ont touché plusieurs pays (au premier rang de ceux-ci les « *Indignés* » espagnols). C'est ce qui explique que Silvio Berlusconi ait inclus dans le plan d'austérité italien (coupes dans les budgets sociaux, réformes administratives, réforme du Code du travail...) des mesures contre la fraude fiscale et une taxe sur les hauts revenus. Pour ce qui est de la France, Nicolas Sarkozy annonce un surcroît d'austérité pour le budget de 2012 en préparation. Celle-ci va rapidement se doubler d'appel à l'Union nationale pour sauver « *notre note AAA* », « *nos banques* », « *nos entreprises* », etc. Pour faire passer des coups de rabot supplémentaires dans les dépenses sociales et d'éducation, sera probablement annoncée, outre quelques retouches concernant les « *niches fiscales* », une taxation exceptionnelle des très hauts revenus (à laquelle un représentant important du patronat français s'est déjà rallié).

## Que mettre en avant ?

Deux écueils guettent les forces de contestation radicale du système face à cette nouvelle phase de la crise :

- 1 Le premier serait de prendre le monde à témoin de l'irrationalité du capitalisme, d'élaborer des propositions alternatives techniquement argumentées et de croire qu'elles s'imposent par la force des idées et la pédagogie (ou par la grâce d'une habile combinaison électorale unitaire) ;
- 2 Le second serait de se borner à des dénonciations générales du capitalisme et à appeler à son renversement comme seule solution, en se désintéressant, voire en dénonçant comme réformistes ou opportunistes les idées contestataires qui circulent dans la société.

En fait, depuis 2008, la conscience que le système « *marche sur la tête* » s'est largement diffusée. Les salariés ont largement

pris conscience que le refrain qu'on leur sert depuis les années 1970 (« *les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain* ») n'était qu'une entourloupe. La question est celle de leur entrée en action. Il faut briser le syndrome « *TINA* » (4). La mise en avant de revendications radicales, ancrées dans les préoccupations présentes, peut y contribuer.

Il est périlleux d'invoquer les grands ancêtres dans les débats du présent, mais on peut rappeler que dans *Le programme de transition* (1938), Léon Trotsky soulignait la nécessité d'un « *pont entre les revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière...* ». Au-delà des formulations, c'est une démarche de ce type qu'il faut avoir. Il faut un « *pont* » partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle.

C'est aux partis anticapitalistes de discuter et de définir les mots d'ordre qu'ils estiment les plus adéquats, mais on peut tenter de résumer ainsi les revendications à avancer pour concourir à briser l'engrenage sans fond dans lequel nous enferme le capitalisme (5) :

● Pour faire face au problème de la dette publique, quel que soit le pays, il faut décréter une suspension des paiements de la dette existante et la soumettre à un audit public, pour porter un jugement sur son origine. La dette illégitime, qui représente une partie essentielle du total, devra être réputée.

● Il faut réformer les statuts de la Banque centrale européenne, pour mettre fin à son indépendance et permettre le financement monétaire du déficit public (achat par la BCE des titres de la dette publique lors de leur émission).

● En matière de déficit public, il faut redresser la situation par une réforme fiscale d'ampleur, pour revenir sur les avantages consentis aux plus riches et taxer fortement les hauts revenus, les profits des sociétés et les patrimoines des riches. Contrairement aux plans de rigueur actuellement en œuvre, il ne s'agit pas de dégager des ressources pour payer la dette mais pour répondre aux besoins sociaux.

● Il faut ligoter la finance. Ce qui, outre l'interdiction de la titrisation (6) des créances et des fonds spéculatifs, implique la levée du secret bancaire et l'instauration d'un contrôle du mouvement des capitaux accompagné d'une taxation des transactions financières. Il faut interdire définitivement les ventes à découvert, qui permettent la spéculation sur

titres.

● Il faut enfin mettre toutes les institutions financières sous le strict contrôle de la société avec la constitution d'un grand pôle bancaire public par socialisation des banques sans indemnité ni rachat.

● Il faut reprendre aux patrons, par la hausse des salaires et une fiscalité redistributrice, les points de valeur ajoutée confisqués aux salariés depuis le début des années 80, afin d'assurer les bases d'un autre développement.

● Face aux licenciements supplémentaires qui s'annoncent, il faut stabiliser le marché du travail, en rétablissant la prépondérance des CDI et en interdisant les licenciements, d'abord dans les entreprises qui font des profits.

● Il faut garantir les acquis sociaux, en finir avec les politiques d'austérité pour déclencher une croissance sociale et écologique, reconstituer des services publics dignes de ce nom.

Ces points n'épuisent pas l'ensemble des revendications à l'ordre du jour, mais, au-delà des formulations, ils synthétisent ce qui semble le plus urgent pour faire face à une crise qui n'est pas seulement économique et qui produit en Europe des risques de décomposition sociale propices au regain de l'extrême droite. Un combat idéologique et militant le plus unitaire possible autour de ces axes est nécessaire. Mais, bien entendu, il serait illusoire de croire que de telles exigences s'imposent par leur force intellectuelle : elles nécessiteront des mouvements sociaux d'ampleur pour faire plier les dominants et, à terme, faire dégager leurs représentants politiques au profit de gouvernements aussi fidèles aux intérêts des travailleurs que Sarkozy, Merkel, Berlusconi, Zapatero, Papandréou et consorts (et Jospin en son temps) le sont aux intérêts des capitalistes. ■

Le 19 août 2011

4. « *TINA* » est un mot formé à partir des initiales de l'expression anglaise « *There is no alternative* » (il n'y a pas d'alternative), formule que Margaret Thatcher, Premier ministre conservateur anglais de 1979 à 1990, n'arrêtait pas de répéter au point qu'elle était devenue son surnom.

5. Sont ici repris (avec des formulations dont l'auteur assume la responsabilité) des éléments qui se trouvent dans « *Nos réponses à la crise* » (texte adopté par le congrès du NPA de février 2011) et dans le texte d'Isaac Johsua précité.

6. Il s'agit d'un mécanisme qui permet à une banque ou une institution financière de transférer à des investisseurs des actifs financiers tels que des prêts ou des créances. Ces actifs sont transformés en titres négociables sur les marchés.

# Crise : l'heure de vérité

Par  
Isaac Johsua\*

Nous voilà à la veille du troisième anniversaire de la chute de Lehman Brothers qui, le 15 septembre 2008, a marqué le début officiel de la crise proprement financière. Une nouvelle crise occupe le devant de la scène, celle de la dette souveraine, et elle est présentée comme totalement indépendante de la première. Il y a surendettement des États et ce surendettement serait dû à l'impéritie des gouvernements, à leur laisser-aller en matière de dépenses. Il n'en est rien : la crise de la dette souveraine n'est qu'une prolongation de la grande crise qui a failli emporter le monde il y a trois ans. Avec l'éclatement de la bulle immobilière (en particulier américaine), la dette des ménages est devenue celle des organismes financiers, et celle-ci à son tour est devenue celle des États. Un exemple caricatural est celui de l'État irlandais, prenant à sa charge les engagements de banques plombées par les actifs « pourris » de la crise financière, essayant de combler un puits sans fond : 29,3 milliards d'euros, par exemple, pour tenter d'assainir la seule Anglo Irish Bank ; pour renflouer des banques dont les pertes avaient été auparavant dissimulées, l'addition s'élève aujourd'hui à 50 milliards d'euros, soit près d'un tiers du PIB (1).

L'incapacité des ménages à faire face à leurs obligations a mis en péril la sphère financière et les États n'ont pas hésité une seconde à voler à son secours, sans poser aucune condition, suivant le bon vieux principe : « *privatisation des profits, socialisation des pertes* ». En Europe, selon la

Commission, 352 milliards d'euros d'aide aux organismes financiers ont été consentis en 2009 par les États de l'UE-27, soit près de 3% du PIB de cette union. Ce montant comprend les garanties, qui ne sont pas de véritables dépenses. Si nous écartons ce poste, nous avons un total d'aides au secteur financier de 224 milliards d'euros (pour recapitaliser les banques ou éponger leurs actifs toxiques ou encore soutenir la liquidité bancaire), soit près de 2% du PIB de l'UE-27 (2). Aux États-Unis, le Troubled Asset Relief Program (TARP) a accordé des aides à diverses institutions financières pour un montant de 700 milliards de dollars ; parallèlement, la

crise s'est élevé au total à 128 milliards d'euros, mis à la charge des finances publiques. La Commission européenne avance pour la France une estimation nettement supérieure : 210 milliards d'euros auraient effectivement été dépensés dans ce but entre 2008 et 2009. Ceci soit sous forme de recapitalisation, soit sous forme de garanties, ce qui introduit un doute sur le montant réel de l'aide, les garanties ne représentant pas une dépense effective. Le même doute existe d'ailleurs pour l'estimation de 128 milliards des comptes publics français (4).

La pelote empoisonnée du surendettement a ainsi été transmise de main en main, mais elle n'a pas disparu pour autant, au contraire. A cette lourde charge s'est ajouté l'effet mécanique du recul de l'activité sur les finances publiques, un effet qui tarit les recettes fiscales et pousse au contraire les dépenses publiques à la hausse. Le tout sans oublier le poids écrasant des divers plans de relance. La Chine à elle seule a mis en œuvre un plan de relance de 585 milliards de dollars.

La meilleure preuve de la filiation qui relie la crise immobilière à celle des États nous l'avons avec le tableau 1, qui retrace l'évolution du poids du déficit public dans le PIB. De 2005 à 2007 ce poids demeure dans des limites tout à fait raisonnables pour la plupart des pays européens aujourd'hui sur la sellette. En réalité, l'extraordinaire bond de ce déficit est à dater de 2008 et 2009, avec le sauvetage des banques, les plans de relance à grands frais et alors que s'enregistrent dans l'activité (et dans les recettes fiscales) les retombées de la grande crise du XXI<sup>e</sup> siècle. Le déficit public de la zone euro dans son ensemble, à - 6,3 % du PIB en 2009, n'était qu'à - 0,7 % en 2007. Pour le total OCDE, nous passons de -1,3 % en 2007 à - 8,2 % en 2009. Certains pays étaient même en excédent en 2007 et ce parmi les plus menacés aujourd'hui, comme l'Irlande ou l'Espagne. Ajoutons que les innombrables dégrèvements consentis aux plus riches dans la plupart des pays, l'asile offert aux profits

Tableau 1  
Évolution des déficits (-)  
ou excédents (+) publics en % du PIB

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Allemagne	3,3	1,6	0,3	0,1	3	3,3
Espagne	1	2	1,9	4,2	11,1	9,2
États-Unis	2,8	1,9	2,3	5,3	10,4	10,1
France	2,9	2,3	2,7	3,3	7,5	7,1
Grèce	5,3	6	6,7	9,8	15,6	10,4
Irlande	1,6	2,9	0,1	7,3	14,3	32,4
Italie	4,4	3,3	1,5	2,7	5,3	4,5
Japon	6,7	1,6	2,4	2,2	8,7	8,1
Portugal	5,9	4,1	3,2	3,6	10,1	9,2
Royaume-Uni	3,3	2,7	2,8	4,8	10,8	10,3
Zone Euro	2,6	1,4	0,7	2,1	6,3	6
Total OCDE	2,8	1,3	1,3	3,3	8,2	7,7

Source : OCDE ; Pour les États-Unis, comptes nationaux, net borrowing de l'État fédéral en % du PIB ; Pour la France, comptes nationaux, INSEE.

Fed (banque centrale américaine) a prêté à ces institutions à taux zéro pour plus de 2 500 milliards de dollars (3). En France, si on s'en tient aux comptes publics, le coût du sauvetage du système financier pendant la

\* Isaac Johsua, maître de conférences en sciences économiques à l'Université Paris XI, est membre de la Fondation Copernic et du Conseil scientifique d'Attac. Il a publié, entre autres, *Le grand tournant — Une interrogation sur l'avenir du capital*, PUF, Actuel Marx, Paris 2003, *Une trajectoire du Capital. De la crise de 1929 à celle de*

*la nouvelle économie*, Syllepse, Paris 2006, *La Grande Crise du XXI<sup>e</sup> siècle — Une analyse marxiste*, La Découverte, Paris 2009.

1. *Le piège de la dette publique. Comment s'en sortir*, Jacques Cossart, Evelyne Dourille-Feer (coord.), Attac, Ed. Les liens qui libèrent, mai 2011, page 70.

2. Rapport de la Commission euro-

péenne. *Rapport sur les aides d'État accordées par les États membres de l'UE, mise à jour de l'automne 2010*, p. 11. Voir <http://gesd.free.fr/aides10.pdf>.

3. *La dette ou la vie*, Damien Millet et Eric Toussaint, coord., edit. Aden, mai 2011, page 213.

4. Martine Orange, *Mediapart*, 4 décembre 2010. Voir <http://gesd.free.fr/aide1100.pdf>.

et la bride sur le cou à la finance ont aussi contribué à réduire les recettes fiscales et ainsi désarmé les puissances publiques à un moment crucial.

Nous avons une confirmation de ce point de vue avec le tableau 2, qui présente l'évolution du total de la dette des administrations centrales en % du PIB. En 2005, ce pourcentage se situe à des niveaux particulièrement bas pour certains pays (Irlande, Espagne, par exemple), à des niveaux particulièrement élevés pour d'autres (Grèce, Japon, par exemple). Mais, dans tous les cas de figure, le ratio fait un véritable bond en 2009, voire même dès 2008. Le lien, là encore, est clairement établi avec la grande crise de ce XXI<sup>e</sup> siècle débutant, qu'il s'agisse du sauvetage des banques sur frais publics, de plans de relance hors du commun ou de l'effondrement de recettes fiscales qui accompagnent la chute de l'activité.

Pour tenter d'endiguer le mouvement de défiance, un fonds européen a été créé, un premier soutien de 110 milliards d'euros accordé au printemps 2010 à la Grèce (dont la dette publique s'est alors élevée à 140 % du PIB). Depuis, la menace s'étend : immédiatement après la Grèce viennent l'Irlande et le Portugal, avec des dettes publiques atteignant respectivement 114 % et 93 % du PIB. Puis l'Espagne et éventuellement l'Italie, avec une dette publique hissée à 120 % du PIB. Et enfin, pourquoi pas, la France. Le 21 novembre 2010 l'Irlande chute à cause de ses banques et obtient une aide de 85 milliards d'euros de l'UE et du FMI. Le 7 avril 2011, le Portugal est atteint à son tour ; le 3 mai 2011, il reçoit une aide de 78 milliards d'euros de l'UE et du FMI, alors qu'il a fini l'année 2010 avec un déficit public de 9,2 % du PIB et une dette publique de 160 milliards d'euros. Partout, en contrepartie de cette « aide », d'énormes sacrifices sont demandés, partout c'est aux populations de régler les frais d'une crise qui n'est pas la leur, et jusqu'au dernier centime.

Sous la pression des « marchés », chaque pays veut donner l'exemple de la rigueur, s'imaginant échapper ainsi à la sanction. Il a suffi que l'Italie soit menacée par la spéculation, pour qu'un deuxième plan d'austérité (de près de 48 milliards d'euros) soit élaboré et voté dans la précipitation le 15 juillet 2011. Il prévoit de nouvelles privatisations, le gel des salaires et des embauches de fonctionnaires et une réduction des dotations des collectivités. Cette mécanique du « bon élève » est en réalité un terrible cercle vicieux. Les réductions massives de dépenses publiques dans tous les pays (y compris aux États-Unis), la course générale à

l'austérité, contribuent à réduire l'activité : ainsi, les mesures appliquées en contrepartie de l'aide financière de 78 milliards d'euros accordée au Portugal devraient entraîner deux années de récession, en 2012 et 2013, de l'aveu même des promoteurs de cette aide (5). La réduction de l'activité entraîne ensuite celle des recettes fiscales, aggravant *in fine* le déficit. Les « marchés », qui poussent à la réduction des dépenses, constatent le creusement du déficit et exigent des taux

**Tableau 2**  
**Total de la dette de l'administration centrale en % du PIB**

	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Allemagne</b>	40,4	40,9	39,4	38,8	43,8
<b>Espagne</b>	36,4	33	30	33,7	46,1
<b>États-Unis</b>	36,1	36	35,6	40	53,1
<b>France</b>	53,3	52,1	52,1	54,2	60,8
<b>Grèce</b>	110,3	107,5	105,8	109,6	125,7
<b>Irlande</b>	23,6	20,3	19,8	27,7	46
<b>Italie</b>	97,5	96,7	95,2	98	106,6
<b>Japon</b>	164,3	161,4	164,2	178	Nd
<b>Portugal</b>	68,2	69,8	69,2	71,2	81,1
<b>Royaume-Uni</b>	43,4	43,3	42,6	61,3	75,1

Source : OCDE. Nd = non disponible

d'intérêt de plus en plus élevés pour prêter à l'État concerné, alourdissant la charge de la dette. Ainsi, le 11 juillet 2011 les taux longs à dix ans espagnols et italiens ont atteint des records historiques, entre 5,5 % et 6 %. Le 2 août 2011, nouveaux records pour ces mêmes taux, les rendements des obligations espagnoles étant à 6,326 % et ceux des obligations italiennes à 6,165 %. L'écart avec le taux qui sert de référence, celui du Bund allemand (lequel était à 2,426 %) atteignait également un nouveau record. Une situation clairement intenable dans le moyen ou long terme. Au même moment, les taux à 10 ans du Portugal grimpaient à 10,708 % et ceux de la Grèce étaient stables, mais à 14,454 % (6) ! Et les choses vont vite : le 27 juillet, l'émission par le trésor italien de 942 millions d'euros de titres à dix ans avait été placée à un taux de 4,07 %, alors que la dernière opération similaire, datée du 27 mai, l'avait été à 2,51 % (7) ! A ce rythme, le financement par l'État italien de son déficit par appel aux marchés deviendra rapidement prohibitif.

Dans cette fuite en avant, un seuil a été franchi par le sommet européen de Bruxelles du 21 juillet 2011. Un nouveau plan d'aide à la Grèce de 109 milliards d'euros y a été mis sur pied. La durée des nouveaux comme des anciens prêts consentis à ce pays a été allongée pour être portée de 7,5 années à 15 ans. Le taux auquel ces prêts sont accordés (très élevé, près de 6 %) a été réduit, rame-

né entre 3,5 % et 4 %. L'Irlande et le Portugal, eux aussi « aidés » par l'Europe, sont désormais logés à cette même enseigne. Quant au Fonds européen de stabilité financière (FESF), il s'est vu attribuer de nouvelles missions. Il pourra prêter aux gouvernements pour les aider à recapitaliser leurs banques, ou même prêter directement aux banques en difficulté. Ainsi la même politique désastreuse est poursuivie. L'aide à la finance est massive, inconditionnelle, d'incroyables sommes continuent à y être déversées sans qu'aucune contrepartie ne soit exigée, aucune limitation, aucune réglementation. Par contre, des sacrifices inouïs sont demandés aux peuples sur lesquels s'abattent plans d'austérité, privatisations, destruction du secteur public. Le tout sans que pour autant il y ait sortie de crise : le Financial Times estime ainsi que l'ensemble des mesures du sommet ne parviendra à diminuer l'endettement de la Grèce que de 7 %. Pour d'autres, il s'agit de 10 % ou 20 % (8), mais nous sommes de toute façon loin du compte. En 2010, la Grèce a enregistré un déficit public représentant 10,4 % de son PIB, au lieu des 9,6 % initialement prévus (9). Sa dette publique doit dépasser les 150 % du PIB en 2011 et elle continuera d'étrangler un pays mis à genoux sur les plans économique et social.

Le sommet du 21 juillet est donc dans la continuité d'une orientation néfaste et s'il représente bien un tournant, c'est sur un tout autre terrain : pour la première fois une contribution a été exigée du secteur privé, banques et autres organismes financiers. Il faut y voir le résultat des pressions exercées par les contribuables excédés, mais aussi la prise de conscience de la gravité du problème et de l'impossibilité de continuer à y faire face avec les vieux expédients. Il a été décidé que les dettes de l'État grec ne seraient pas honorées selon les modalités initialement prévues et les créanciers auront le choix entre l'une des solutions suivantes : échanger leurs titres contre des titres de maturité plus longue (30 ans), reconduire à l'identique les titres arrivés à échéance, ou vendre leurs titres sur un marché de l'occasion, avec une décote.

Dans ce dernier cas de figure, le FESF serait amené, à nouveau, à intervenir, en se portant acquéreur de ces créances « d'occasion ». Il est vrai qu'au cours de ce sommet il a été prévu que tout rachat de ce type

5. AFP, 5 mai 2011.

6. AFP, 2 août 2011.

7. AFP, 27 juillet 2011.

8. Martine Orange, *Mediapart*, 26 juillet 2011.

9. AFP, 9 mai 2011.

## Crise du capitalisme

devrait être autorisé par l'unanimité des pays de la zone euro. Il n'en demeure pas moins que les banques pourraient ainsi se débarasser à bon compte d'une part de leurs actifs « toxiques », les frais étant à la charge du contribuable européen. On pourrait même dire qu'elles seraient incitées à le faire, prenant d'autant plus de risques dans leurs placements qu'elles sont certaines de pouvoir se dégager à bon compte. Malheureusement, une telle situation n'a rien d'original. N'est-ce pas ce qui se passait déjà avant ces nouvelles attributions du FESF ? Les banques prêtaient de l'argent à des pays de la zone euro sans trop se soucier de leur surendettement, certaines qu'elles étaient du secours qui viendrait de l'Europe monétaire en cas de grave problème. Elles pouvaient ainsi, à la fois exiger des taux d'intérêt particulièrement élevés, la fameuse « prime de risque » (tout en se finançant à 1 % auprès de la BCE) et être assurées du remboursement de leur principal à l'échéance. Le risque, normalement assumé par le prêteur privé, était déjà de fait transféré aux agents publics.

Le véritable tournant que représente le sommet européen du 21 juillet est ailleurs : pour la première fois, la porte du défaut souverain a été ouverte. Les estimations les plus diverses circulent à ce sujet. Le nouveau plan d'aide à la Grèce s'élèverait à près de 160 milliards d'euros, dont 109 milliards fournis par l'Europe et le FMI, le reste provenant des créanciers privés. De son côté, l'Institut de la finance internationale indique que les banques créancières de la Grèce apporteraient 135 milliards entre 2011 et 2020, et sur ces 135 milliards, 54 d'ici à 2014. Les banques et assureurs européens subiraient une décade de 21 % sur la dette grecque qu'ils détiennent (10). Mais peu importe pour l'instant les précisions chiffrées. Peu importe aussi si le défaut est dit partiel ou sélectif. L'important, c'est qu'il est avéré. Il est vrai que le lobby financier a fait son œuvre et que le sacrifice demandé aux banques prêteuses est de bien faible ampleur : l'ensemble des provisions sur les titres grecs ne coûterait qu'un milliard quatre cents millions d'euros aux banques françaises et 843 millions aux banques allemandes (11). Il n'en

demeure pas moins qu'un créancier de l'État grec n'est désormais plus certain d'être remboursé, pour le montant prévu et à la date prévue. Déjà, dès le 22 juillet, l'agence de notation Fitch a annoncé son intention de placer la Grèce en défaut partiel. Le 25 juillet, c'est au tour de Moody's d'annoncer que la Grèce est à un cran du défaut de paiement et que cela sera le cas une fois l'échange entre les anciens titres de la dette grecque et les nouveaux effectué.

Un tel défaut peut avoir d'énormes conséquences. Il fragilise les nombreuses banques qui, grisées par l'appât du gain, ont engrangé de grandes quantités d'obligations publiques grecques. Et ce d'autant plus que la BCE menace, s'il y a défaut, de ne plus accepter (comme elle l'avait fait jusqu'à présent) les titres grecs en contrepartie des liquidités qu'elle accorde à des banques grecques qui ne subsistent que sous perfusion. Il est vrai que l'Europe monétaire a prévu de remplacer la BCE en apportant les garanties nécessaires, mais l'engagement demeure flou et il n'est pas sûr que cela soit suffisant. Surtout, ne l'oublions pas, nombre d'organismes financiers détenteurs de créances sur la Grèce se sont assurés contre le risque de défaut par le biais des CDS, les *credit default swaps*, des « produits dérivés » dont on ne connaît pas le montant, et encore moins les détenteurs. Un barrage risque ici de sauter, et un tsunami pourrait déferler.

Le danger est de taille, et pourtant la véritable menace est ailleurs. Les participants au sommet européen ont peut-être le sentiment d'avoir sauvé la Grèce, mais, dans la mesure où il y a défaut, la méfiance des marchés pourra se reporter immédiatement sur le pays suivant de la liste (Irlande, Portugal...) et la chute des dominos reprendre son cours. Admettre le défaut de la Grèce, c'est admettre l'échec de toute la stratégie mise en œuvre jusqu'à présent ; c'est jeter le doute sur la capacité de cette stratégie de s'attaquer aux problèmes des autres pays de la zone euro. L'insistance du communiqué final du sommet européen sur le cas unique que représenterait la Grèce montre bien d'où vient le péril. Or, le soutien apporté à la Grèce pourra beaucoup plus difficilement être apporté aux autres pays européens menacés, compte tenu de leur taille et de l'ampleur de leur endettement. Ce serait un véritable mur de la dette qui s'abattra, face auquel aucun FESF ne résisterait, quelle que soit sa dotation (une dotation aujourd'hui fixée à 750 milliards d'euros, mais une garantie effective de prêts de 440 milliards d'euros). De ce point de vue, un seuil a été franchi quand, en juillet 2011, la méfiance des investisseurs s'est tournée

vers l'Italie, car celle-ci pèse économiquement, à elle seule, plus de deux fois plus que les trois pays réunis qui ont été « aidés » à ce jour (Grèce, Irlande, Portugal).

Nous sommes donc face à un véritable tournant, en quelque sorte une crise dans la crise, parce que la Grèce inaugure le défaut souverain et parce que l'inclusion de l'Italie dans le cercle de la menace montre que, même en réunissant ses forces, l'UE ne pourra pas sauver tout le monde. José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, a fini par reconnaître que la crise de l'endettement était celle de toute l'Europe et pas seulement celle de sa périphérie. Il faut aller plus loin et admettre le caractère universel de la crise du surendettement public, qui n'est rien d'autre qu'une manifestation du caractère universel de la crise de 2008-2009. Si États-Unis et Japon ont échappé pour l'instant à la vindicte des marchés, c'est du fait d'un effet de réputation : comment imaginer que deux des principales puissances économiques mondiales pourraient faire défaut ? Ce à quoi il faut ajouter, s'agissant du Japon, que sa dette publique est détenue, pour l'essentiel, par des nationaux japonais, ce qui la rend beaucoup plus stable et moins sujette aux mouvements spéculatifs. En réalité États-Unis et Japon sont tout autant que l'Europe concernés par le surendettement. La dette publique du Japon bat tous les records, à 229 % du PIB au début 2011 (12). Quant au déficit de l'État fédéral américain (net borrowing), il s'est élevé à 9,1% du PIB au premier trimestre 2011. La dette publique américaine a atteint à la mi-mai 2011 la limite légale (14 294 milliards de dollars) au-delà de laquelle l'État ne peut plus augmenter son endettement. Ce plafond représente 96 % du PIB des États-Unis du premier trimestre 2011 (le PIB étant évalué en termes annuels). Cette limitation levée, l'endettement public américain a bondi à 14 580,7 milliards de dollars dès le 2 août, dépassant le montant du PIB de 2010, atteignant 98 % du PIB du premier trimestre 2011 (13). On se rapproche des 100 % et d'ailleurs le pourcentage devrait être à 103 % en 2012, selon le FMI (14). Ce ratio était à 64,4 % en 2007 (15) et, ici aussi, c'est très clairement sous l'effet de la crise de 2008-2009 que l'emballement a eu lieu.

Bien qu'étant une conséquence logique de cette situation, la décision de l'Agence de notation Standard and Poor's de dégrader la note de la dette publique américaine a fait l'effet d'une bombe. Le 5 août 2011 l'Agence a fait passer la note de cette dette de AAA (sommet indépassable) à AA+, le tout sous perspective négative. Une décision

10. Reuters, 28 juillet 2011.

11. Martine Orange, *Mediapart*, 26 juillet 2011.

12. AFP, 4 août 2011.

13. AFP, 4 août 2011. La dette prise ici en compte cumule celle de l'État fédéral américain et celle des États qui constituent l'Union, ainsi que celle des administrations locales, contrairement au tableau 2, qui s'en tient à celle des seules administrations centrales.

14. AFP, 25 juillet 2011.

15. AFP, 4 août 2011.

qui va augmenter le coût des emprunts américains (et aggraver ainsi le surendettement), pousser à la hausse les taux d'intérêt à moyen et long terme, menacer l'édifice financier mondial (qui repose pour une part sur le classique bon du trésor américain), dévaloriser le patrimoine de ceux qui détiennent des titres de la dette publique des États-Unis (à commencer par la Chine), rendre ainsi plus difficile le financement du déficit extérieur américain et surtout accroître dans d'énormes proportions le sentiment de défiance à l'égard des titres publics quels qu'ils soient : si l'on ne peut plus avoir une confiance absolue dans les États-Unis, alors quelle confiance accorder aux autres États ? Ce qui renchérira, par ricochet, le financement de tous les déficits publics et poussera, de ce fait, encore plus de pays vers le défaut de paiement. Ceci sans compter le coup porté à la confiance des agents économiques, qui hésiteront encore plus que par le passé à investir ou consommer.

Suivant en cela une orientation keynésienne, certains pensaient que la politique budgétaire, celle des plans de relance et des déficits publics, avait été la solution miracle à la crise, un remède que l'orthodoxie avait empêché d'appliquer en 1929 et qu'on avait eu le courage de mettre en œuvre aujourd'hui. Il apparaît maintenant que l'endettement public ainsi généré n'est rien d'autre qu'une forme particulière prise par une crise qui poursuit sur sa lancée, revêtant un déguisement après l'autre. De fuite en avant en fuite en avant, du temps a été gagné, les échéances repoussées, en passant de la crise de la nouvelle économie à celle de l'immobilier, du surendettement des ménages à celui des banques, enfin du surendettement de ces dernières à celui des États. Mais l'onde du déséquilibre échappe désormais au contrôle, les États sont la dernière digue, et celle-ci est en train de céder. Voici venue l'heure de solder les comptes. Ainsi que je le disais dans mon ouvrage *La grande crise du XXI<sup>e</sup> siècle*, paru en mars 2009 : « On peut (...) se demander si la prochaine forme que prendra la crise ne sera pas celle, catastrophique, de la méfiance à l'égard des placements en bons d'État, habituellement considérés comme parfaitement sûrs. Jusqu'ici, il est vrai, le flot de capitaux quittant la Bourse ou refusant d'acheter des obligations d'entreprise s'est massivement reporté sur les emprunts d'États, qui ont pu se financer à bon compte. Mais le risque augmente aussi de ce côté-là et son appréciation devient plus claire (...). Plus augmente la masse de l'endettement public, et plus il faudra payer cher pour continuer à s'endetter. Les États peuvent intervenir pour sauver le système

*capitaliste, ce qu'ils ont fait jusqu'ici, sans se gêner. Mais qui sauvera les États eux-mêmes, si leur crédibilité économique est menacée ? Ils sont le dernier rempart ; derrière, il n'y a plus rien »* (16).

## Les États-Unis

Alors que débute l'été 2011, l'Europe, nous venons de le voir, est le grand sujet d'inquiétude, mais il était alors admis qu'à cette exception près, le monde était sorti de la crise. Or, traiter de la conjoncture mondiale, c'est d'abord traiter de la conjoncture américaine et on ne peut certainement pas dire que les États-Unis aient surmonté la plus grave crise qu'ils aient connue depuis celle de 1929, bien au contraire.

Voyons cela de plus près. Le PIB américain, stagnant en 2008 (- 0,3 %), baisse fortement en 2009 (- 3,5 %). Un effondrement désastreux, mais qui aurait pu être abyssal sans une intervention publique à grande échelle. Le revenu des ménages de 2009 décroît par rapport à 2008, de façon très importante (- 530 milliards de dollars). Mais la dégringolade aurait dû être bien plus grave sans une violente augmentation des transferts publics en leur direction (+ 259 milliards), augmentation qui a contrebalancé presque entièrement l'affaissement du total des salaires (- 272 milliards). Le revenu disponible des ménages chute aussi (- 235,7 milliards), mais beaucoup moins que leur revenu. Ce qui s'explique par une diminution dramatique des impôts sur le revenu des personnes physiques (- 294,3 milliards), liée en partie à la chute des revenus mais aussi à une politique d'allègement fiscal de grande ampleur. La somme (salaires publics + transferts publics aux ménages – impôts sur le

revenu des personnes physiques) résume le soutien public apporté aux ménages : elle est de 1 587,6 milliards de dollars en 2008 et de 2 172 en 2009, soit un accroissement de 584,4 milliards. Un soutien d'une exceptionnelle ampleur. C'est lui qui a fait qu'en passant du revenu des ménages à leur revenu disponible, la chute a été réduite de moitié. C'est lui qui a évité la transformation d'une récession en profonde dépression. La véritable question est alors de savoir quel sera le comportement de cette économie une fois retiré l'extraordinaire échafaudage public édifié autour d'elle.

Pour cela, tournons-nous vers les données trimestrielles sur la somme (salaires publics + transferts publics – impôts sur le revenu des personnes physiques). Elles montrent que le soutien public, massif, s'est fortement accru au cours de l'année 2008 et du premier semestre 2009. Ce soutien se maintient à un haut niveau au cours de l'année 2010, qui voit alterner montées et reculs de l'apport public. Le véritable tournant se situe au cours du premier trimestre 2011 : la somme que nous venons d'évoquer (salaires publics + transferts publics – impôts sur le revenu des personnes physiques) chute fortement (- 133 milliards de dollars), alors que les dépenses publiques enregistrent un net recul (- 5,9 %, prolongé par un - 1,1 % au cours du deuxième trimestre 2011). Le soutien public commence donc son mouvement de retrait. Mais, élément essentiel, le privé ne prend pas le relais. L'immobilier est toujours dévasté : - 27,7 % en 2010 (III<sup>e</sup> trimestre), puis la stagnation : + 2,5 % en 2010 (IV<sup>e</sup> trimestre), - 2,4 % en 2011 (I<sup>er</sup> tri-

16. *La grande crise du XXI<sup>e</sup> siècle — Une analyse marxiste*, La Découverte, Paris 2009, pp. 118-119.

## Crise du capitalisme

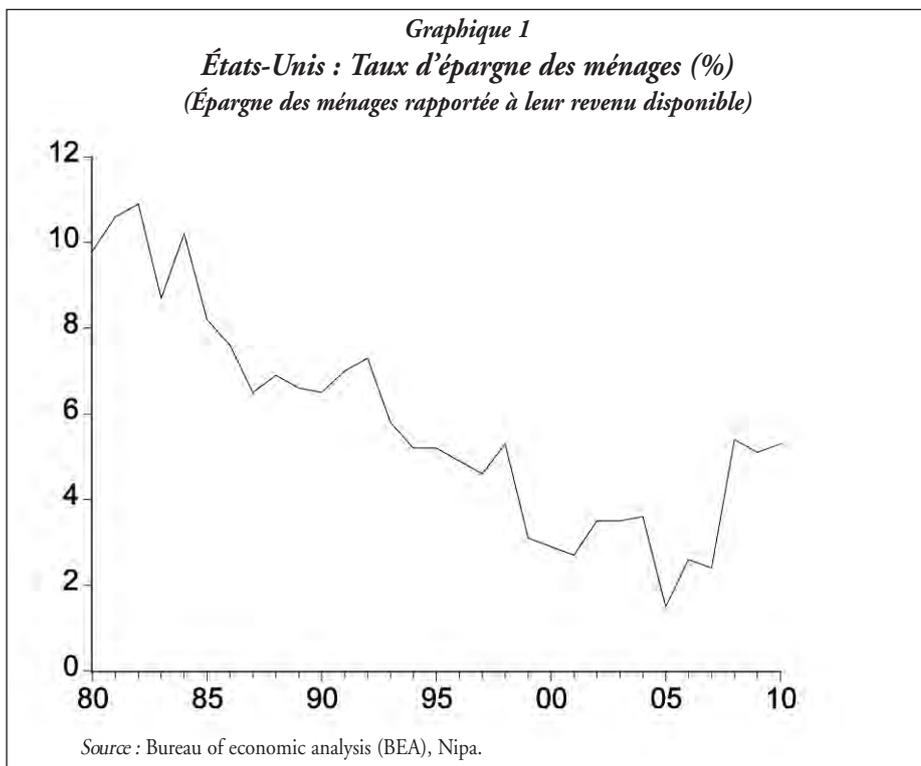
mestre) et + 3,8 % en 2011 (Ile trimestre). L'investissement des entreprises n'a aucun dynamisme et, s'il continue à augmenter, le rythme de cette croissance va diminuant : 18,6 % en 2010 (Ile trimestre), 11,3 % en 2010 (Ile trimestre), 8,7 % en 2010 (Ive trimestre) et enfin 2,1 % en 2011 (Ier trimestre), suivi par un léger rebond (+ 6,3 %) en 2011 (Ile trimestre). Quant à la contribution du commerce extérieur, elle est quelquefois positive, mais souvent négative. Le résultat d'ensemble (dont on devine la fragilité) est particulièrement terne pour le deuxième trimestre 2011 (+ 1,3 % pour le PIB) et proche de la stagnation pour le premier trimestre de cette année (+ 0,4 %).

*en plus de dettes* ». Un modèle qui a permis de soutenir la demande globale lorsqu'elle venait à défaillir et ce, sans avoir à augmenter les salaires, la chute du taux d'épargne augmentant la consommation sans que bouge le revenu, la hausse du taux d'endettement soutenant la dépense de consommation ou d'investissement (dans l'immobilier) bien que plafonnent les rémunérations. Un modèle qui tient de la solution-miracle, mais explosif, comme on le voit aisément, chute du taux d'épargne et montée du taux d'endettement ayant nécessairement une fin. La crise de 2008-2009 est la crise de ce modèle, et on ne voit pas comment obtenir les mêmes résultats alors qu'il est hors service.

(« *effet richesse* ») une chute de la propension à consommer et une remontée corrélative du taux d'épargne.

Le vide s'ouvre sous les pas de l'économie américaine, parce que le soutien public a commencé à se retirer sans que le privé prenne la relève, et il en est ainsi parce que l'ancien modèle (« *de moins en moins d'épargne, de plus en plus de dettes* ») ne fonctionne plus, alors qu'il n'a été remplacé par aucun autre. Il n'est plus possible, comme cela a été le cas pendant de nombreuses années, d'alimenter la consommation par une baisse du taux d'épargne plutôt que par une augmentation du revenu. Il n'est plus possible, comme cela a été également le cas pendant de nombreuses années, d'alimenter l'immobilier par un endettement inconsidéré. La crise est passée par là, et elle joue son rôle de rétablissement des équilibres, redressant un taux d'épargne des ménages qui était proche de zéro, réduisant au contraire un taux d'endettement devenu insoutenable (voir le graphique 2). Ainsi, la dette totale des ménages américains culmine à 13 844 milliards de dollars en 2008 ; elle chute ensuite à 13 611 milliards en 2009, puis à 13 386 en 2010 ; au premier trimestre 2011, on chute encore à 13 318 milliards (17). L'impasse est telle que l'on peut se demander si l'économie américaine peut connaître une croissance en l'absence de bulle spéculative, sans la bulle (boursière) de la nouvelle économie, ou sans celle de l'immobilier, qui l'a suivie.

L'heure de vérité a sonné de part et d'autre de l'Atlantique, parce que la crise continue, en prenant d'autres déguisements et que les expédients utilisés pour reporter les échéances sont en voie d'épuisement. En Europe cette crise prend surtout la forme du surendettement public, aux États-Unis surtout celle d'un étouffement de la croissance. Mais la décision de Standard and Poor's de dégrader la note américaine en dit long sur le caractère universel d'une crise mondialisée. Le dernier rempart, celui des États, est en train de céder. Mordant la main qui les a nourris, les « *marchés* » exigent d'être sauvés sur fonds publics, puis n'hésitent pas à se ruer sur ces mêmes États qui les ont secourus. Sous leur pression, les politiques d'austérité mises en place approfondissent la crise et ce, d'autant plus violemment qu'elles sont maintenant généralisées. Ce faisant, supposées réduire l'endettement, ces politiques l'aggravent au contraire, par réduction des recettes fiscales. Pris dans ce cercle vicieux, le monde capitaliste a d'autant plus de mal à trouver la voie de la sortie que les munitions publiques ont été tirées et sont désormais épuisées, qu'il s'agisse de l'instru-



Reste l'essentiel : la consommation des ménages, qui pèse particulièrement lourd aux États-Unis (elle fait dans ce pays 70,5 % du PIB, et seulement 56 %, par exemple, en France). Mais, étranglée par des salaires comprimés, menacée par le chômage, négativement influencée par la chute de valeur du patrimoine immobilier, cette consommation s'essouffle et peine de plus en plus à tirer l'attelage. En rythmes annuels, elle s'était accrue de 3,6 % au cours du quatrième trimestre 2010, mais seulement de 2,1 % au cours du premier trimestre 2011 et enfin d'un insignifiant 0,1 % au cours du deuxième trimestre de cette année. Mais, dira-t-on, les contraintes qui pèsent sur la consommation américaine ne datent pas d'aujourd'hui et elles ont toujours été surmontées. C'est exact, mais cela a été le cas grâce au modèle « *de moins en moins d'épargne, de plus*

Désormais, en effet, le taux d'épargne des ménages se redresse, et il est frappant de constater que les deux années de récession (2008 et 2009) ont été précédées par un bond de ce taux qui lui a fait gagner 3 points d'un seul coup, passant de 2,4 % en 2007 à 5,4 % en 2008. C'est dire toute l'importance de ces ajustements, l'importance de la chute de ce taux sur de nombreuses années (il était à 1,5 % en 2005), alimentant à bon compte la consommation, donc aussi la croissance ; mais également, ensuite, l'importance de sa remontée (sur ces points, voir le graphique 1). Une telle remontée, inévitable en période de crise, s'explique par la reconstitution d'une épargne de précaution, mais aussi par l'éclatement de la bulle immobilière et par l'effondrement des prix de l'immobilier qui l'accompagne : ce dégonflement de la valeur du patrimoine entraîne

ment budgétaire ou du monétaire, les taux des banques centrales étant toujours maintenus au plancher, sans grands résultats. Derrière des États désarmés, on voit maintenant apparaître clairement les lois implacables du système capitaliste, celles dictées par

problème de la dette publique. Trois points sont essentiels :

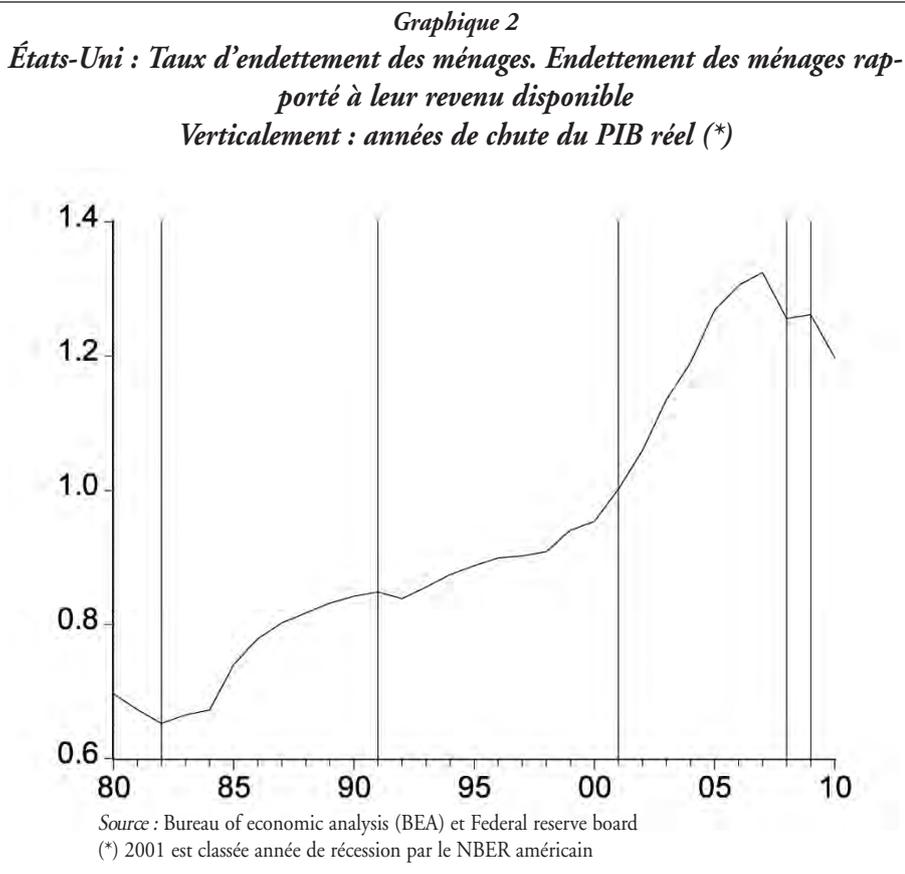
❶ Quel que soit le pays, il faut décréter un moratoire sur la dette existante et la soumettre à un audit, pour porter un jugement circonstancié et déterminer quelles dettes

La crise l'a montré de façon éclatante... et désastreuse : il faut ligoter la finance. Ce qui, outre l'interdiction de la titrisation des créances et des fonds spéculatifs, implique la levée du secret bancaire, la chasse aux paradis fiscaux et la constitution d'un grand pôle bancaire public, par nationalisation d'un nombre significatif de banques en position dominante. L'appareil bancaire doit être soumis à un contrôle sévère, la séparation entre banque de dépôts et banques d'affaires doit être restaurée. Il faut taxer les transactions financières, instaurer le contrôle du mouvement des capitaux. Il faut interdire les ventes à découvert, qui permettent la spéculation sur titres. Il faut aussi placer les Bourses en position subordonnée, ce que nous pouvons obtenir par une taxation renforcée des plus-values, l'introduction d'un délai entre l'achat et la revente des actions ou carrément la non cessibilité des titres émis. Il faut enfin mettre les banques centrales et toutes les institutions financières sous le strict contrôle des pouvoirs publics.

Si l'on ne veut pas que les mêmes causes produisent les mêmes effets, il faut rompre avec le modèle de la mondialisation libérale. Ce qui suppose bien des choses qu'on ne peut développer ici, qu'il s'agisse du droit de propriété de l'entreprise, d'une autre mondialisation (et d'une autre Europe), du périmètre des biens communs ou encore de la crise écologique. Mais l'indispensable, le socle à partir duquel bâtir, c'est un nouveau rapport salarial. En effet, il faut un nouveau partage de la valeur ajoutée, radicalement différent de l'actuel, pour assurer les bases d'un autre développement. Il faut aussi stabiliser le marché du travail, en rétablissant la prépondérance des CDI, en confinant les diverses formes du travail précaire, en encadrant strictement les licenciements. Il faut garantir les acquis sociaux, en finir avec les politiques d'austérité, reconstituer des services publics dignes de ce nom.

Voilà le plus urgent. L'accomplir serait déjà énorme, mais s'en tenir là serait illogique. Ne voit-on pas que derrière tel ou tel « excès » de la finance, il y a l'esprit d'un système, le capitalisme ? Ne voit-on pas que, derrière la mondialisation libérale, il y a encore et à nouveau les exigences d'un système, le capitalisme ? La crise actuelle a déjà suscité d'immenses souffrances dans le monde. Ses nouveaux développements sont, de ce point de vue, terriblement menaçants. Il est temps de tirer un trait, il est temps de changer d'horizon. ■

Le 17 août 2011



la soif inextinguible de profit, un système menacé d'effondrement et qui risque d'entraîner l'humanité tout entière dans sa chute.

### Que faire ?

Ce n'est pas ici le lieu d'énoncer l'intégralité d'un programme qui passerait en revue toutes les mesures nécessaires, certaines qui découlent directement de la situation actuelle, d'autres qui en sont la conséquence logique, d'autres encore qui s'attachent au système capitaliste dans ce qu'il a de plus fondamental. Cela serait utile, mais le feu est à la maison et il faut mettre en œuvre l'indispensable quitte à ce que, à partir de là, d'autres voies soient ouvertes sur un autre horizon. Il faut — priorité des priorités — éteindre l'incendie de la dette. Il faut — geste de survie — maîtriser la finance, l'empêcher de nuire, une bonne fois pour toutes. Il faut — préparation de l'avenir — jeter les bases d'un redémarrage, de façon à assurer l'emploi.

L'urgence absolue est de faire face au

seront remboursées et quelles ne le seront pas. Une partie substantielle de la dette, cela est clair, devra être répudiée. Le reste sera soumis à restructuration : rééchelonnement, réduction, plafonnement, etc.

❷ Réformer dans les plus brefs délais les statuts de la BCE, pour permettre le financement monétaire du déficit public (achat par la BCE des titres de la dette publique lors de leur émission). La BCE procède déjà à des achats de tels titres, mais il s'agit surtout du « marché de l'occasion », où les titres achetés par les banques sont revendus. Ce qui permet aux banques, tout à la fois, d'exiger une prime de risque lors de l'achat du titre et d'être assurées ensuite de pouvoir le revendre. Le financement monétaire du déficit enlèverait son pouvoir de chantage à la finance.

❸ En matière de déficit public, il faut redresser la situation, surtout s'il faut renoncer aux fonds fournis par les marchés. Une réforme fiscale d'ampleur s'impose, pour revenir sur les avantages consentis aux patrons et taxer fortement les hauts revenus, les profits des sociétés et les patrimoines des riches.

# Une crise sans fond

Par  
Michel Husson\*

Au moment de la rédaction de cet article, deux crises majeures ébranlent le capitalisme et font plonger les Bourses : crise de la dette souveraine en Europe, suspense sur le plafond de la dette aux États-Unis. Il est probable que les gouvernements concernés arriveront à récupérer le coup, juste au bord du gouffre. Mais, trois ans après l'éclatement de la crise, ces tensions extrêmes montrent qu'elle est loin d'être terminée et que sa facture, après avoir été transmise aux budgets publics, est aujourd'hui présentée aux peuples. Le propos de cet article est de faire le point sur la trajectoire récente du capitalisme et d'en examiner ses implications sur la période ouverte par la crise.

### Et pendant ce temps, le taux de profit...

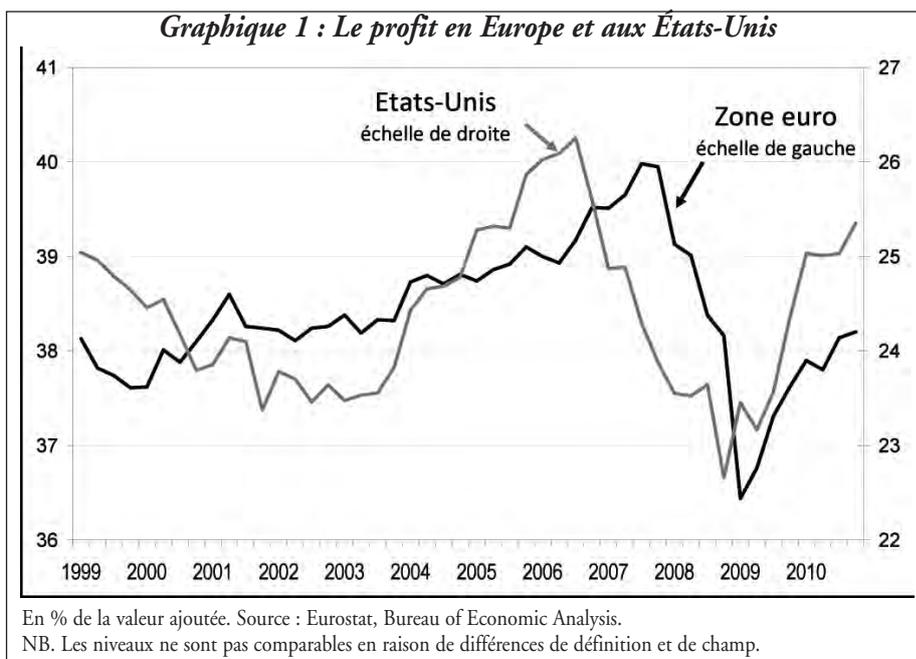
Tout semble pourtant aller mieux, si l'on prend le profit comme baromètre du capitalisme. Le taux de marge, autrement dit la part des profits dans la valeur ajoutée, se redresse. Aux États-Unis, où il avait plongé plus tôt (1), il a presque retrouvé aujourd'hui son niveau d'avant la crise. Dans la zone euro, la chute a été plus tardive, et le rattrapage est moins rapide : le taux de marge se retrouve à son niveau d'il y a dix ans, et l'augmentation sur la dernière décennie est donc perdue, au

\* Michel Husson, économiste, ancien militant de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale), qu'il a quittée en 2007, est membre de la Fondation Copernic et du Conseil scientifique d'ATTAC. Il a publié entre autres : *Un pur capitalisme* (Page Deux, 2008), *Travail flexible, salariés jetables* (La Découverte, 2006), *Supprimer les licenciements* (Syllepse, 2006), *Les casseurs de l'État social* (La Découverte, 2003), *Le grand bluff capitaliste* (La Dispute, 2001), *Six milliards sur la planète : sommes-nous trop ?* (Textuel, 2000), *Les ajustements de l'emploi* (Page deux, 1999).

1. Voir « La baisse de la profitabilité des entreprises a précédé la crise financière », note hussonet n° 8, septembre 2009, <http://hussonet.free.fr/h8probou.pdf>

2. Pour plus de détails, voir : « Pertes de PIB et facture de crise », note hussonet n° 35, juillet 2011, <http://hussonet.free.fr/tertepiib.pdf>

Graphique 1 : Le profit en Europe et aux États-Unis



En % de la valeur ajoutée. Source : Eurostat, Bureau of Economic Analysis.  
NB. Les niveaux ne sont pas comparables en raison de différences de définition et de champ.

moins pour l'instant (graphique 1). Mais les profits sont orientés à la hausse.

C'est d'ailleurs l'un des traits les plus frappants de la conjoncture : alors que l'austérité se déploie, que le chômage reste élevé et que les salaires sont gelés voire baissés, la première préoccupation des grands groupes et des banques a été de recommencer à distribuer dividendes et bonus.

Cependant la croissance livre des indications assez différentes. Or, il faut s'y faire : la croissance du PIB est aussi un indicateur utile quand il s'agit d'apprécier la bonne santé du capitalisme (le bien-être étant tout autre chose). Même si en fin de compte, c'est le taux de profit qui est le vrai critère, son rétablissement après la crise peut difficilement être prolongé si les débouchés ne sont pas au rendez-vous. De ce point de vue, la grande question était de savoir si le creux de la récession allait être effacé. On pouvait a priori imaginer trois scénarios : rattrapage de la tendance antérieure à la crise, perte durable ou même perte croissante.

Les dernières données disponibles montrent que de nombreux pays se trouvent dans le cas de figure d'une perte durable (2). Au premier trimestre de 2011, certains n'ont

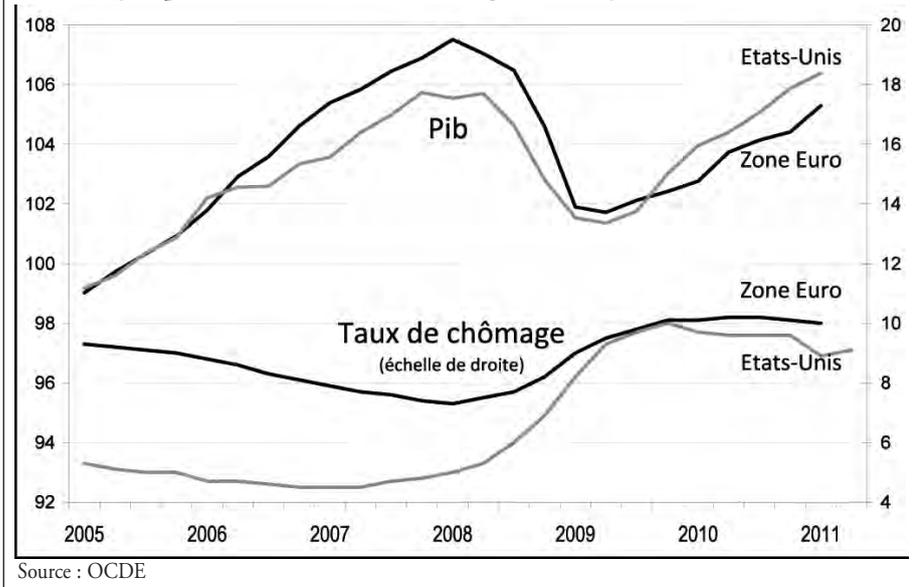
pas encore rattrapé le niveau atteint par le PIB avant la crise : c'est le cas du Japon, du Royaume-Uni, de l'Espagne et de l'Italie. Les États-Unis, l'Allemagne et la Suède viennent juste de le faire, et la France n'en est pas loin. Mais retrouver le niveau de PIB d'avant la crise ne signifie pas que la perte sera effacée. Cette grille de lecture de la conjoncture permet d'en relever les grandes tendances.

● L'Europe éclate. Si la France, la Suède et l'Allemagne ont effacé le creux, ce n'est pas le cas de nombreux autres pays : Espagne, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Portugal, Royaume-Uni, qui ont durablement décroché ou peinent à redémarrer.

● Les vieux pays capitalistes sont à la traîne. Les États-Unis ont, pour l'instant, retrouvé leur rythme de croissance antérieur à la crise. L'Union européenne, prise dans son ensemble, y réussit plus difficilement et n'a pas comblé le trou. Enfin, le Japon en est loin, et son PIB repart à la baisse après la catastrophe nucléaire. En revanche, la croissance des deux grands pays émergents (Chine et Inde) continue sur sa lancée, et la crise ne les a pratiquement pas affectés. D'autres (Brésil, Corée, Russie) ont subi un décrochage plus marqué.

● Le chômage s'incrute. Les États-Unis et

**Graphique 2 : Croissance et chômage en Europe et aux États-Unis**



l'Europe présentent le même profil. La croissance repart, mais le taux de chômage ne redescend pas la marche d'escalier que la crise lui a fait franchir (graphique 2).

● La facture reste à payer. La perte de croissance semble donc irrémédiable. Cela veut dire que, même si les économies états-unien-nes et européennes retrouvaient leur rythme de croisière antérieur, le « manque à gagner » ne serait pas récupéré. On peut en évaluer le montant, comme l'écart entre le PIB observé et celui qu'on aurait obtenu en prolongeant sa tendance d'avant-crise. L'écart ainsi mesuré ressort à 8 % pour la zone euro, et à 6 % pour les États-Unis. Le PIB des États-Unis est de l'ordre de 15000 milliards de dollars et celui de la zone euro de 9400 milliards d'euros (environ 12000 milliards de dollars). Bref, dans les deux cas, le manque à gagner est de l'ordre de 900

milliards de dollars (750 milliards d'euros).

Cette perte de PIB se retrouve sous forme d'accroissement de la dette publique. Dans la zone euro, celle-ci a augmenté de 980 milliards d'euros entre 2008 et 2010. Sur la même période, elle a augmenté encore plus fortement aux États-Unis, de 3200 milliards de dollars.

Le récit simplifié est finalement le suivant : la « perte de PIB » risquait d'entraîner l'effondrement de la montagne d'endettement. Pour limiter les dégâts, les États ont pris à leur charge ce manque à gagner. Leur problème est maintenant de savoir comment gérer cette dette, en cherchant évidemment à transmettre la facture à l'immense majorité de leurs citoyens. Mais ce projet se heurte à des obstacles de toutes sortes, et cette situation incertaine va peser durablement en rendant encore plus improbable le retour à la croissance d'antan. Si rien n'est fait pour

dénoncer les dettes, leur amoncellement risque de mettre autant de temps à se résorber qu'il en a mis à se constituer. Et la croissance sera bridée, dans la même proportion où elle avait été artificiellement dopée avant la crise. Mais il y a des raisons plus fondamentales pour faire l'hypothèse d'une croissance durablement réduite dans les deux grands pôles de l'économie capitaliste : le modèle US ne peut plus fonctionner comme avant, et la zone euro est plongée dans une crise structurelle durable.

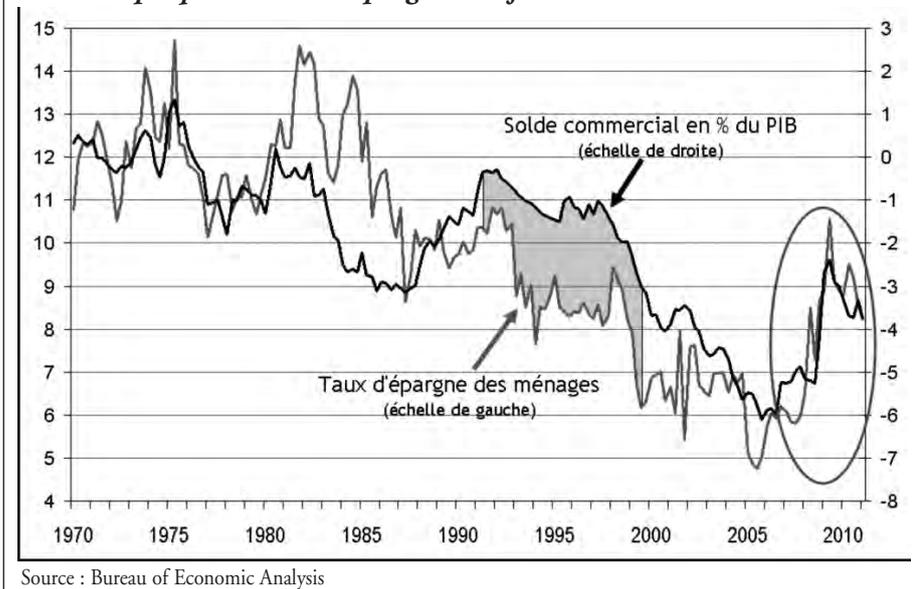
## Les limites du modèle US

Toute la logique du modèle US est résumée dans le graphique 3 ci-dessous, qui permet de comprendre pourquoi ce modèle vient buter sur ses limites. Ce graphique compare deux courbes. La première est le taux d'épargne des ménages (en pourcentage de leur revenu disponible) : il a baissé tendanciellement depuis le début des années 1980, jusqu'à l'éclatement de la crise. Cela veut dire que, durant toute cette période (un quart de siècle), les ménages (en moyenne) ont consommé une partie croissante de leur revenu.

Cette évolution très marquée n'a pas vraiment d'équivalent ailleurs qu'aux États-Unis. Elle recouvrait deux mécanismes que les différentes catégories sociales utilisaient dans des proportions différentes. Le premier est l'effet richesse : puisque mon patrimoine financier ou immobilier prend de la valeur, j'ai moins besoin d'épargner, et je peux donc consommer plus en proportion de mon revenu. Le second est le surendettement : mon revenu stagne, mais je m'endette pour pouvoir continuer à consommer. Et certains ménages riches pouvaient d'ailleurs s'endetter pour jouer en Bourse ! Ce phénomène a contribué de manière importante à la croissance du PIB, tirée par ce surcroît de consommation (3).

Mais n'importe quel pays n'aurait pu adopter un tel modèle. Il conduit en effet à une dégradation du solde commercial, et c'est la deuxième courbe. Poussée par la consommation des ménages, la demande intérieure tend à augmenter plus vite que la production nationale, et la différence est couverte par un surcroît d'importations qui creuse le déficit commercial. C'est seulement dans la mesure où le financement de ce déficit pouvait être imposé au reste du monde, que ce modèle pouvait fonctionner. Voilà pourquoi les deux courbes du graphique ci-dessus

**Graphique 3 : Taux d'épargne et déficit commercial 1970-2010**



3. Pour une analyse plus détaillée du modèle US, voir Michel Husson, « États-Unis : la fin d'un modèle », *La Brèche* n°3, 2008, <http://hussonet.free.fr/usbrech3.pdf> et : « Chine-USA. Les lendemains incertains de la crise », *Nouveaux Cahiers Socialistes* n° 2, Montréal, 2009, <http://hussonet.free.fr/chimeri.pdf>

# Crise du capitalisme

(taux d'épargne et solde commercial) sont en phase sur toute la période 1980-2006.

Cette corrélation n'est pas le fait du hasard, mais résulte d'une égalité comptable essentielle, que l'on pourrait appeler la « *règle d'équilibre des soldes* » (4) qui s'écrit ainsi : Epargne privée + Solde budgétaire = Solde commercial.

L'épargne privée représente le cumul de l'épargne des entreprises et de celle des ménages. La première est en général négative (les entreprises s'endettent) et la seconde positive (globalement les ménages épargnent plus qu'ils ne s'endettent) mais la somme des deux peut être positive ou négative. Quant au solde budgétaire, il est généralement déficitaire. L'équation exprime le fait que le solde commercial est égal à la somme de l'épargne privée et du solde budgétaire. S'il est négatif, cela signifie que des entrées de capitaux assurent l'équilibre de la balance des paiements. Autrement dit, c'est l'épargne du reste du monde qui vient couvrir le besoin d'épargne du pays considéré. En cas d'excédent commercial, c'est le contraire : le pays (État + ménages + entreprises) dispose d'une épargne excédentaire qu'il peut donc exporter sous forme de sorties de capitaux, contrepartie de son excédent commercial.

La baisse du taux d'épargne des ménages aux États-Unis s'accompagne donc naturellement d'une augmentation du solde commercial. Les autres éléments à prendre en considération (endettement des entreprises et déficit budgétaire) jouent un rôle relativement secondaire. Mais on peut aussi en retrouver la trace sur le graphique 3. Durant la décennie 90, on voit que le taux d'épargne des ménages poursuit sa baisse, mais que le déficit commercial tend à se stabiliser. La raison en est simple : au cours de cette période, le solde budgétaire s'est considérablement amélioré. Il est passé d'un déficit de -5 % du PIB en 1992 à un excédent de 2,6 % en 2000, avant de plonger à nouveau avec l'éclatement de la bulle Internet, les cadeaux fiscaux de Bush et les dépenses militaires. Avec la crise et les plans de relance, il s'enfoncé dans l'abîme, puisque le déficit budgétaire est aujourd'hui de l'ordre de 10 % du PIB.

La relation comptable utilisée est toujours vérifiée, mais cela ne dit rien sur les modalités de sa réalisation. Il n'y a pas un facteur auquel les autres s'ajusteraient : chacun rétroagit avec les autres. Mais le plus important est que l'ajustement n'est pas compatible avec n'importe quel taux de croissance. Dans le cas des États-Unis, la réalisation de cet équilibre ne

peut se faire qu'à un taux de croissance inférieur à son niveau d'avant la crise.

On peut pourtant repérer (toujours sur le graphique 3) l'amorce d'un cercle vertueux sur la période récente. Après l'entrée en crise, le taux d'épargne des ménages a en effet cessé de baisser ; il a même gagné 4 points de PIB. L'effet sur le solde commercial a été immédiat et pratiquement du même ordre. C'est à première vue une bonne chose, puisque cela implique un moindre recours de l'économie des États-Unis aux capitaux étrangers. Mais la contradiction est alors la suivante : puisque la baisse du taux d'épargne a été l'un des moteurs de la croissance aux États-Unis, le fait qu'il augmente signifie qu'il ne faut plus compter sur ce coup de pouce.

Il faut ensuite prendre en compte le creusement du déficit budgétaire. Son ampleur (environ 10 % du PIB) est sans équivalent depuis un demi-siècle, et il n'est donc pas étonnant que la politique budgétaire soit aujourd'hui le principal point d'achoppement politique entre Démocrates et Républicains. On tombe ici sur une nouvelle contradiction : le besoin d'épargne, qu'il émane du secteur privé ou du déficit public, aura de plus en plus de mal à être couvert par des entrées de capitaux.

Là encore, le point d'équilibre se trouve à un niveau de croissance réduit, avec son lot de problèmes politiques et sociaux liés notamment à l'incrustation du taux de chômage à un niveau lui aussi historique, et qui ne redescend que lentement. Il a même recommencé à augmenter, passant de 8,8 % en mars à 9,2 % en juin. Si l'on y inclut les demandeurs d'emploi découragés et les salariés à temps partiel à la recherche d'un emploi à plein temps, le chômage concerne aujourd'hui un travailleur sur six.

Il n'y a que deux voies qui permettraient de desserrer ce système de contraintes. La première consisterait à favoriser la croissance des exportations US, ce qui permettrait d'obtenir un supplément de croissance sans creusement du déficit commercial. Cet objectif pourrait être atteint par un effort d'investissement et d'innovation mais, dans la conjoncture actuelle, l'investissement est peu dynamique et les firmes transnationales, tant qu'à faire, privilégient l'investissement à l'étranger. Ne reste plus que la baisse continue du dollar qui rendrait les produits US plus compétitifs. Mais cette tendance risque d'atteindre sa limite et de susciter des doutes sur le cours du dollar et de conduire à une raréfaction des financements extérieurs nécessaires pour couvrir les déficits. Cette voie est donc assortie d'incertitudes fondamentales.

Enfin, une autre solution pourrait passer par un changement substantiel dans la

répartition des revenus. Depuis le début des années 1980, le supplément de revenu procuré par la croissance est en effet capté par une fraction très réduite de la population. Ainsi, entre 1982 et 2007, le revenu moyen a augmenté de 18900 dollars. Mais les 10 % les plus riches se sont accaparés 81 % de ce supplément de revenu ! (5) Une moindre croissance pourrait alors être admissible si elle était mieux répartie, en faisant en sorte que le salaire évolue comme la productivité du travail. Dans l'immédiat, une réforme fiscale radicale permettrait de réduire le déficit en mettant à contribution les bénéficiaires de ce quart de siècle d'inégalités. Manifestement, le rapport de forces social n'est pas suffisant pour imposer une telle solution. Dans ces conditions, il est probable que les États-Unis vont chercher à imposer au reste du monde la pérennité de leur prospérité. Mais c'est encore une fois une tâche impossible, parce qu'elle ne peut que se heurter au ralentissement des capitaux disposés à financer le déficit extérieur des États-Unis. La Chine et une bonne partie des pays émergents vont par ailleurs voir leurs excédents se réduire à mesure que leurs économies vont se recentrer sur leur marché intérieur et que vont s'intensifier les échanges qu'ils entretiennent entre eux.

## La crise de la gouvernance bourgeoise en Europe

La logique aurait voulu que la crise profite politiquement aux critiques du capitalisme. La réalité est malheureusement bien différente : la gauche radicale ne progresse pas vraiment, la social-démocratie et la droite alternent au gré des élections, tandis que la droite nationaliste marque des points un peu partout. Il faut comprendre les racines de cette situation qui renvoient à la nature systémique de la crise, qui se combine en Europe avec les contradictions spécifiques d'une construction tronquée.

On peut parler ici d'un effet boomerang du mode néolibéral de construction de l'Europe et du choix de la monnaie unique. Celle-ci était principalement conçue comme un instrument de discipline salariale : dans l'impossibilité de faire jouer le taux de change, le salaire devenait la seule variable d'ajustement permettant de faire cohabiter plusieurs économies nationales dans une même zone monétaire. Mais ce système n'était pas cohérent et comprenait deux variables de fuite. Qui dit monnaie unique dit convergence nominale des taux d'intérêt, en l'occurrence vers le bas. L'effet pervers était alors le suivant : un pays qui contrôle mal ses prix bénéficie d'un taux d'intérêt réel encore

4. Voir « *Les limites (comptables) du modèle US* », note hussonet n° 36, juillet 2011, <http://hussonet.free.fr/uslimits.pdf>

5. Source : *When Incomes Grow, Who gains ?*, Economic Policy Institute, <http://tinyurl.com/whogain>

plus faible, et ceci favorise le développement d'une croissance fondée sur l'endettement. De plus, la monnaie unique fait par définition disparaître l'effet en retour d'un déficit commercial sur la monnaie d'un pays. L'Espagne a bénéficié de ces deux effets et enregistré une croissance forte, qui avait conduit à un recul spectaculaire du chômage. Mais cette croissance était fondée sur un boom immobilier incontrôlé et sur un déficit commercial impressionnant.

Tout ceci pouvait fonctionner tant bien que mal, mais la crise est venue révéler brutalement ces incohérences du modèle néolibéral européen. Au-delà des bricolages au jour le jour, l'Europe est à la croisée des chemins : soit un pas en avant vers un fédéralisme permettant dans l'immédiat de mutualiser les dettes, soit l'éclatement de la zone euro. Comme les bourgeoisies européennes ne sont pas disposées à assumer l'une ou l'autre de ces issues, il en résulte une crise très profonde, d'autant plus qu'on ne peut vraiment parler d'une bourgeoisie européenne unifiée, parce qu'il n'existe ni capital européen, ni État européen.

Il faut distinguer, pour simplifier, quatre « acteurs » : les grands groupes transnationaux, les banques, la finance, et les représentants gouvernementaux des classes dominantes. Sur toute une série de questions, il existe évidemment un accord profond, quand il s'agit des intérêts de classe essentiels : dans la conjoncture actuelle, la perspective commune consiste à retourner la situation en profitant de la crise pour appliquer une thérapie de choc. La crise est l'occasion d'aller plus loin encore dans la régression sociale : baisse des dépenses publiques, gel des salaires, contre-réformes des retraites, etc.

Mais cette communauté d'intérêt n'empêche pas qu'elle soit soumise à des contradictions internes, que la crise vient accentuer. Elles peuvent être analysées selon deux axes qui opposent, d'une part, les États et les capitaux et, d'autre part, la finance aux autres fractions du capitalisme. La situation actuelle est marquée, du point de vue des classes dominantes, par une incapacité croissante à gérer ces contradictions.

La crise des dettes souveraines est le révélateur de la première contradiction. Le capital en général ne se préoccupe plus de la conjoncture dans tel ou tel pays, car sa préoccupation dominante porte sur sa rentabilité et ses parts de marché. Or, ni les débouchés ni les chaînes de production ne lient les groupes transnationaux à un territoire particulier, même si, en cas de difficultés, ils se retournent vers leur État de référence. Dans le capitalisme mondialisé, le rôle de l'État se réduit de plus en plus à celui d'assurer les

conditions générales de la rentabilité. Ainsi, Carlos Ghosn, le PDG de Renault, peut déclarer au *Financial Times* (2 juin 2010) que « Renault n'est plus un constructeur français », mais il nuance aussitôt le propos en rappelant que « Renault est français, Renault a sa base en France » (6). Et, en effet, c'est l'État français qui a avancé à ses constructeurs automobiles les fonds nécessaires quand ils étaient dans une passe difficile. Nous ne sommes plus dans le capitalisme mondial décrit il y a près d'un siècle par Boukharine (7), quand il était possible de superposer États et capitaux.

La grande nouveauté est que l'horizon des groupes transnationaux est mondial et ne se limite pas à l'espace national, ni même européen. Boukharine parlait à l'époque d'un « protectionnisme supérieur » qui était pour lui « la formule étatique de la politique économique des cartels ». Les choses ont changé et l'on ne peut lui faire grief de n'avoir pas anticipé les transformations du capitalisme. Il n'en va pas de même avec les tenants de la « démondialisation » qui proposent un protectionnisme commercial, comme si la mondialisation productive n'existait pas. Cette situation nouvelle crée une asymétrie profonde : les États sont au service de « leurs » capitaux, mais ceux-ci se sont affranchis de la nécessité d'un marché intérieur dynamique. Pendant ce temps, les États doivent malgré tout continuer à gérer les rapports de classe à l'intérieur de chaque pays. C'est notamment à eux que revient aujourd'hui la responsabilité de faire payer la crise à leurs citoyens.

La seconde contradiction oppose la finance, les banques et les États. Elle s'exprime avec une force particulière aujourd'hui où la finance spéculé contre les dettes souveraines et risque, par ricochet, de mettre les banques en faillite, puisque celles-ci détiennent une grande partie de ces dettes. Les contours entre ces trois acteurs (banques, finances, États) sont évidemment flous et surtout d'une grande opacité. Mais ce sont bien ces conflits d'intérêts qui sont à la source d'une situation extrêmement instable. Les débats qui ont lieu au sein des bourgeoisies européennes illustrent cette crise profonde de la « gouvernance » bourgeoise, qui provient de la crainte, voire de la panique, face aux répercussions possibles d'un défaut de la dette grecque. Les gouvernements naviguent à vue entre deux objectifs : faire payer la facture de la crise à leur peuple, mais aussi empêcher la faillite de leurs banques.

Le risque encouru est à double détente. L'inévitable défaut sur la dette grecque menace les banques de pertes qu'elles ont d'ailleurs du mal à évaluer. Aujourd'hui, une

bonne partie des économistes de banque travaillent en interne sur des stress tests plus réalistes que les simulations officielles qui ne sont là que pour amuser la galerie. Les résultats sont suffisamment inquiétants pour qu'un certain nombre de banques aient choisi d'anticiper le choc en acceptant une restructuration maîtrisée de la dette grecque, jusqu'à la prochaine échéance. Mais un autre point de vue, défendu par la BCE, refuse absolument une telle perspective. Sa crainte est l'extension à d'autres pays fragilisés, pour des encours bien supérieurs à la dette grecque. La position dogmatique est surtout destinée à gagner du temps, afin de « rassurer les marchés financiers », en espérant que la situation dans les pays en difficulté pourra s'améliorer.

Une chose est sûre en effet : personne ne peut croire un instant à la possibilité que la Grèce puisse payer sa dette. C'est ce que souligne l'éditorialiste de *Bloomberg* (8) : « Même si la Grèce obtenait un nouveau plan de sauvetage et si son économie redémarrait, le gouvernement devrait dégager un excédent primaire — hors service de la dette — de 5 % du PIB pendant au moins trois décennies pour ramener la dette au maximum de 60 % du PIB autorisé par les règles de la zone euro. Un tel exploit fiscal est extrêmement rare, même sur 5 ans, et c'est encore plus vrai dans le cas de la Grèce » (9). Le dernier plan de sauvetage ne modifie ce constat qu'à la marge.

## L'impasse social-démocrate

Dans un premier temps au moins, la crise a donné une nouvelle jeunesse aux thématiques sociaux-démocrates : keynésianisme, régulation de la finance, des banques et du capitalisme en général, retour de l'intervention de l'État, rôle de l'État social dans l'amortissement de la récession, appel à une plus grande justice dans la répartition des revenus et dans la fiscalité, etc. La crise semblait ouvrir un boulevard à la social-démocratie, et il est important de savoir pourquoi son espace politique ne s'est pas élargi, quand il ne s'est pas rétréci.

Les discours n'engagent que ceux qui les écoutent, et le Président français est tout à fait capable de tenir des propos quasi altermon-

6. Europe 1, le 13 juin 2010. Cité par Claude Jacquin dans un remarquable article : « Crise industrielle : de quoi parle-t-on ? », *Les Temps Nouveaux* n° 3, 2011, <http://gesd.free.fr/lt3cj.pdf>

7. Nicolas Boukharine, *L'économie mondiale et l'impérialisme*, 1917, extraits : <http://tinyurl.com/boukha> ; *Imperialism and World Economy*, <http://tinyurl.com/bukimp>

8. 29 juin 2011, <http://tinyurl.com/unsavor>

9. Voir note hussonet n°35, op. cit.

# Crise du capitalisme

dialistes. Il faut que les actes suivent et ce n'est évidemment pas le cas. La social-démocratie européenne a été, elle aussi, soumise à des stress tests et elle n'a pas bien passé l'épreuve. Le prototype est Papandreou, le premier ministre socialiste grec, qui a affronté la crise de manière absolument lamentable. Il aurait pu entamer un bras de fer en disant : « *La Grèce ne peut pas payer, il faut donc discuter* ». C'est ce qu'avait fait l'Argentine en suspendant sa dette en 2001 et en obtenant une renégociation. Mais Papandreou s'est au contraire littéralement couché et a accepté sans discuter toutes les exigences de la « *troïka* » (BCE, FMI, Union européenne).

Papandreou n'est pas un cas isolé. Il y a aussi Zapatero, il y a aussi, par exemple, les députés européens qui viennent d'approuver, avec les Verts et les libéraux, un rapport de la députée socialiste française Pervenche Berès (10). Parmi les recommandations dont il est assorti, on peut extraire ce florilège : le rapport demande « *que soient adoptées des mesures permettant de surmonter le manque actuel de compétitivité au moyen de réformes structurelles ; (...) se félicite du principe du semestre européen de coordination des politiques économiques ; (...) demande le démantèlement des barrières commerciales ; (...) souligne la nécessité de l'ouverture des marchés publics sur une base transparente et réciproque* ».

Il faudrait tout citer. Ainsi, pour le rapport, « *la concurrence fiscale est acceptable dans la mesure où elle ne met pas en péril la capacité des États membres de percevoir les recettes qu'ils sont raisonnablement en droit d'attendre et rappelle que des solutions doivent être conçues pour réduire au maximum la concurrence fiscale dommageable* ». Ce nouveau concept de concurrence fiscale dommageable fera assurément date.

Le risque de pauvreté qui concerne particulièrement les femmes, est bien signalé ; mais, curieusement, la conclusion est un appel aux « *organisations non gouvernementales existantes* ». Face aux coupes dans les budgets sociaux, le rapport se borne à écrire

10. Rapport sur la crise financière, économique et sociale : recommandations concernant les mesures et initiatives à prendre, <http://gesd.free.fr/pberes11.pdf>

11. Laurent Mauduit, « *Adieu Keynes ! Vive Raymond Barre !* », *Mediapart*, 19 juillet 2011, <http://gesd.free.fr/krb11.pdf>

12. Parce qu'elle se situe dans la lignée d'auteurs comme Michał Kalecki, Joan Robinson ou Luigi Pasinetti.

13. Michel Husson, « *La nouvelle phase de la crise* », *ContreTemps* n° 9, 2011, <http://hussonet.free.fr/nou-phase.pdf>

14. *Situation et perspectives de l'économie mondiale*, ONU, 2011, <http://tinyurl.com/wesp2011>. Les citations proviennent toutes du résumé en français de ce rapport.

qu'il « *pourrait également être souhaitable de sauvegarder les services du secteur public et de maintenir, par conséquent, les niveaux existants de protection sociale* » même si, évidemment, il est « *nécessaire de consolider les finances publiques* ». L'emploi du conditionnel (« *il pourrait être souhaitable* ») résume tout. On trouve bien quelques pistes intéressantes, mais elles sont avancées avec une touchante timidité ; ainsi le rapport exerce une terrible pression sur la Commission en lui demandant qu'elle « *réfléchisse à un futur système d'euro-obligations* ».

En France, les deux principaux candidats à la candidature pour le PS s'alignent sur l'austérité. François Hollande le fait très clairement : « *il faut rééquilibrer nos comptes publics dès 2013 (...) Je ne le dis pas pour céder à je ne sais quelle pression des marchés ou des agences de notation mais parce que c'est la condition pour que notre pays retrouve confiance en lui* ». Martine Aubry lui emboîte le pas et s'engage elle aussi sur les « *3 % en 2013, puisque c'est la règle aujourd'hui* » (11). Cette terrible formule (« *puisque c'est la règle aujourd'hui* ») en dit long et donne la clé de l'impasse dans laquelle se trouve la social-démocratie. Elle peut se résumer ainsi : tout programme authentiquement social-démocrate impliquerait un degré élevé d'affrontement avec la bourgeoisie, que la social-démocratie n'est pas prête à assumer.

Face à la crise, les politiques économiques et sociales ne s'élaborent pas en chambre, à partir de modèles et de théories. Il existe par exemple une école dite post-keynésienne (12) qui démontre qu'un partage des revenus plus favorable aux salariés, assorti d'un moindre pouvoir des actionnaires, aurait des effets positifs sur la croissance et l'emploi. Si ces apports sont très utiles pour pointer correctement les causes de la crise actuelle, ils en sous-estiment la nature systémique. En particulier, ils passent à côté de l'écart croissant entre les besoins sociaux et les critères du capitalisme, même débarrassé de la finance.

La réalité actuelle est que toute issue progressiste à la crise supposerait un affrontement direct avec la logique du Capital, donc un niveau très élevé de conflictualité. Les exemples qu'on vient de rappeler montrent au fond qu'en deçà d'un seuil minimum de radicalité qu'ils se refusent à atteindre, les programmes sociaux-démocrates ne se distinguent que très marginalement de la logique néolibérale.

## Un horizon bouché

Toute récession crée des tensions et des contradictions qui se manifestent dans le

pilotage de la politique économique visant à renouer avec la croissance. C'est particulièrement vrai dans le cas de la récente « *grande récession* », mais cette dernière est aussi le symptôme d'une crise systémique : le capitalisme ne peut plus fonctionner comme avant. Le retour au business as usual ou au capitalisme régulé des « *Trente glorieuses* » est impossible. La période ouverte par la crise est donc caractérisée par de profondes incertitudes. Dans son projet d'en sortir à sa manière, le capitalisme est confronté aux obstacles suivants, baptisés « *dilemmes* » dans un précédent article (13) :

❶ Dilemme de la répartition : le rétablissement du profit s'oppose à la reprise de la croissance et tend à renouer avec un partage des richesses inégalitaire qui est pourtant l'une des causes profondes de la crise.

❷ Dilemme budgétaire : la résorption des déficits publics implique une réduction des dépenses publiques qui, sans parler de ses effets sociaux, ne peut qu'aggraver les tendances récessionnistes. « *L'austérité budgétaire risquerait de décélérer davantage la reprise* », note un rapport récent de l'ONU (14).

❸ Dilemme européen : le triple refus — d'une mutualisation des dettes publiques, d'une réelle contribution des banques et d'une mise au pas de la finance — ne permet pas d'exclure un éclatement de la zone euro, à la suite de défauts en chaîne.

❹ Dilemme de la mondialisation : la résorption des déséquilibres ne peut se faire qu'au prix d'un ralentissement de la croissance mondiale. Le rapport de l'ONU déjà cité note que « *la reprise mondiale a été freinée par les économies développées* » et souligne le risque d'un « *rééquilibrage non-coordonné de l'économie mondiale* ».

Ces quatre dilemmes sont étroitement imbriqués. Ils dessinent une « *régulation chaotique* » du capitalisme, durablement incapable de dessiner une trajectoire de sortie de crise compatible avec des intérêts profondément contradictoires. Seules les mobilisations sociales peuvent empêcher que le capitalisme cherche à sortir de cette impasse en approfondissant encore la régression sociale et en poussant à l'extrême les tensions entre pays. Mais cela suppose aussi que ces mobilisations prennent appui sur des perspectives alternatives. Comme celles-ci impliquent un degré élevé d'affrontement, la tâche historique est aujourd'hui de réaliser l'unité des forces de la gauche radicale autour d'un programme jetant un pont entre la résistance à l'austérité et des objectifs de rupture avec la logique d'un système à la dérive. ■

Le 28 juillet 2011

# Euro : en sortir ou pas ?

Par  
Michel Husson\*

Le déroulement de la crise peut se résumer de manière simple : le capitalisme s'est reproduit durant les deux décennies précédant la crise en accumulant une montagne de dettes. Pour éviter l'effondrement du système, les États ont repris à leur compte l'essentiel de ces dettes qui, de privées, sont devenues publiques. Leur projet est dorénavant de présenter la facture aux citoyens sous forme de coupes budgétaires, d'augmentation des impôts les plus injustes et de gel des salaires. En résumé la majorité de la population (travailleurs et retraités) doit assurer la réalisation de profits fictifs accumulés durant de longues années.

Le ver était dans le fruit. Vouloir construire un espace économique avec une monnaie unique, mais sans budget, n'était pas un projet cohérent. Une union monétaire tronquée devient une machine à fabriquer de l'hétérogénéité et de la divergence. Les pays connaissant une inflation supérieure à la moyenne perdent en compétitivité, sont incités à fonder leur croissance sur le surendettement.

Rétrospectivement, le choix de l'euro n'avait d'ailleurs pas de justification évidente par rapport à un système de monnaie commune, avec un euro convertible pour les relations avec le reste du monde, et des monnaies réajustables à l'intérieur. En réalité, l'euro était conçu comme un instrument de discipline budgétaire et surtout salariale. Le recours à la dévaluation étant impossible, le salaire devenait la seule variable d'ajustement.

Pourtant, le système a fonctionné tant bien que mal grâce au surendettement et, au moins dans un premier temps, à la baisse de l'euro par rapport au dollar. Ces expédients ne pouvaient que s'épuiser, et les choses ont commencé à se détraquer avec la politique allemande de déflation salariale qui l'a conduite à accroître ses parts de marché, en majeure partie à l'intérieur de la zone euro. Même si la zone euro était globalement en équilibre, l'écart s'est ainsi creusé entre les excédents allemands et les déficits de la majorité des autres pays. Les taux de

croissance des pays de la zone euro ne se sont pas rapprochés : ils ont au contraire eu tendance à diverger, et cela dès la mise en place de l'euro.

Cette configuration n'était pas soutenable. La crise a brutalement accéléré les processus de fragmentation et la spéculation financière a fait apparaître au grand jour les tensions inhérentes à l'Europe néolibérale. La crise a approfondi la polarisation de la zone euro en deux groupes de pays. D'un côté, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Autriche bénéficiaient d'importants excédents commerciaux et leurs déficits publics restaient modérés. De l'autre, on trouvait déjà les fameux « PIGS » (Portugal Italie Grèce Espagne) dans une situation inverse : forts déficits commerciaux et déficits publics déjà au-dessus de la moyenne. Avec la crise, les déficits publics se sont creusés partout mais beaucoup moins dans le premier groupe de pays qui conservent des excédents commerciaux. Dans tous les autres pays, la situation se dégrade avec l'explosion des déficits publics, et un déséquilibre croissant de la balance commerciale. En Europe, la crise des dettes souveraines a accéléré le tournant vers l'austérité qui était de toute manière programmé. La spéculation contre la Grèce, puis l'Irlande et le Portugal n'a été possible que parce qu'il n'y a eu aucune mesure de contrôle des banques, ni de prise en charge mutualisée des dettes à l'échelle européenne. Ce sont d'ailleurs les banques centrales qui fournissent les munitions, en prêtant aux banques à 1 % l'argent qui sera ensuite utilisé pour profiter de la hausse des taux servis par les États, et empocher la différence.

L'endettement public prenant le relais de l'endettement privé, la crise financière rebondit sur ce terrain. De ce point de vue, les plans de sauvetage de l'euro sont en réalité des plans de sauvetage des banques européennes qui détiennent une bonne part de la dette des pays menacés. Les attaques spéculatives sont utilisées comme argument en faveur d'un passage rapide à des plans d'austérité drastiques. C'est un non-sens qui ne peut déboucher que sur une nouvelle récession, y compris en Allemagne où les

exportations vers les pays émergents ne pourront compenser les pertes sur les marchés européens.

Au fond, les gouvernements européens n'ont qu'un seul objectif : revenir aussi vite que possible au business as usual. Mais cet objectif est hors d'atteinte, précisément parce que tout ce qui avait permis de gérer les contradictions d'une intégration monétaire bancaire a été rendu inutilisable par la crise. Ces éléments d'analyse sont aujourd'hui assez largement partagés. Ils conduisent cependant à des pronostics et à des orientations opposés : éclatement de la zone euro, ou refondation de la construction européenne.

## Pour une refondation de l'Europe

Le principe essentiel, c'est la satisfaction optimale des besoins sociaux. Le point de départ est donc la répartition des richesses. Du point de vue capitaliste, la sortie de crise passe par une restauration de la rentabilité et donc par une pression supplémentaire sur les salaires et l'emploi.

Mais c'est la part du revenu national ponctionnée sur les salaires qui a nourri les bulles financières. Et ce sont les contre-réformes néolibérales qui ont creusé les déficits, avant même l'éclatement de la crise.

L'équation est donc simple : on ne sortira pas de la crise par le haut sans une modification significative de la répartition des revenus. Cette question vient avant celle de la croissance. Certes, une croissance plus soutenue serait favorable à l'emploi et aux salaires (encore faut-il en discuter le contenu d'un point de vue écologique) mais, de toute manière, on ne peut pas tabler sur cette variable si, en même temps, la répartition des revenus devient de plus en plus inégalitaire.

Il faut donc prendre en tenailles les inégalités : d'un côté par l'augmentation de

\* Michel Husson, économiste, est membre de la Fondation Copernic et du Conseil scientifique d'ATTAC. Cet article a été d'abord publié le 18 juillet 2011 par le site web *A l'encontre* : <http://alencontre.org/?p=3240>

# Crise du capitalisme

la masse salariale, de l'autre par la réforme fiscale. La remise à niveau de la part des salaires pourrait suivre une règle des trois tiers : un tiers pour les salaires directs, un tiers pour le salaire socialisé (la protection sociale) et un tiers pour la création d'emplois par réduction du temps de travail. Cette progression se ferait au détriment des dividendes, qui n'ont aucune justification économique, ni utilité sociale. Le déficit budgétaire devrait être progressivement réduit, non pas par une coupe dans les dépenses, mais par une refiscalisation de toutes les formes de revenus qui ont été peu à peu dispensées d'impôts. Dans l'immédiat, le coût de la crise devrait être assumé par ses responsables, autrement dit la dette devrait être en grande partie annulée et les banques nationalisées.

Le chômage et la précarité étaient déjà les tares sociales les plus graves de ce système : la crise les durcit encore, d'autant plus que les plans d'austérité vont rogner sur les conditions d'existence des plus défavorisés. Là encore, une hypothétique croissance ne doit pas être considérée comme la voie royale. Produisons plus pour pouvoir créer des emplois ? C'est prendre les choses à l'envers. Il faut opérer ici un changement total de perspective et prendre la création d'emplois utiles comme point de départ. Que ce soit par réduction du temps de travail dans le privé, ou par création de postes dans les administrations, services publics et collectivités, il faut partir des besoins et comprendre que ce sont les emplois qui créent de la richesse (pas forcément marchande). Et cela permet d'établir une passerelle avec les préoccupations environnementales : la priorité au temps libre et la création d'emplois utiles sont deux éléments essentiels de tout programme de lutte contre le changement climatique.

La question de la répartition des revenus est donc le bon point d'accroche, autour de ce principe simple : « nous ne paierons pas pour leur crise ». Cela n'a rien à voir avec une « relance par les salaires », mais avec une défense des salaires, de l'emploi et des droits sociaux sur laquelle il ne devrait pas y avoir de discussion. On peut alors mettre en avant la notion complémentaire de contrôle : contrôle sur ce qu'ils font de leurs profits (verser des dividendes ou créer des emplois) ; contrôle sur l'utilisation des impôts (subventionner les banques ou financer les services publics). L'enjeu est de faire basculer de la

défense au contrôle et seul ce basculement peut permettre que la mise en cause de la propriété privée des moyens de production (le véritable anticapitalisme) acquière une audience de masse.

Comme le résume bien Özlem Onaran : « *Un consensus émerge entre les forces anti-capitalistes européennes autour d'une stratégie fondée sur quatre piliers :*

- ❶ *résistance aux politiques d'austérité ;*
- ❷ *réforme fiscale radicale et contrôle des capitaux ;*
- ❸ *nationalisation/socialisation des banques sous contrôle démocratique ;*
- ❹ *audit de la dette sous contrôle démocratique suivi d'un éventuel défaut. » (1)*

## Sortie de l'euro ?

Quel serait l'avantage d'une sortie de l'euro ? L'argument principal est qu'il rendrait possible une dévaluation de la nouvelle monnaie qui rétablirait la compétitivité du pays concerné. Il redonnerait à la Banque centrale la possibilité d'émettre de la monnaie afin de financer autrement son déficit. Les plus optimistes y voient un moyen de réindustrialiser une économie, d'atteindre une croissance plus élevée et de créer des emplois.

La fusion des monnaies nationales au sein de l'euro a retiré une variable d'ajustement essentielle, le taux de change. Les pays dont la compétitivité-prix recule n'ont d'autre moyen, dans le cadre européen actuel, que le freinage des salaires et la fuite en avant dans l'endettement. Ceci est vrai, mais n'empêche pas le scénario de sortie de l'euro d'être incohérent.

La sortie de l'euro ne résoudrait en rien la question de la dette et l'aggraverait au contraire, dans la mesure où la dette à l'égard des non-résidents serait immédiatement augmentée du taux de dévaluation. La restructuration de la dette devrait donc en tout état de cause être réalisée avant la sortie de l'euro.

Revenir à une monnaie nationale dans le cas de pays qui enregistrent d'importants déficits extérieurs les soumet directement à la spéculation sur la monnaie. L'appartenance à l'euro avait au moins l'avantage de préserver les pays de ces attaques spéculatives : ainsi le déficit commercial de l'Espagne avait atteint jusqu'à 9 % du PIB sans effet, évidemment, sur « sa » monnaie.

Une dévaluation rend les produits d'un pays plus compétitifs, en tout cas à l'égard des pays qui ne dévaluent pas. Il faudrait donc que la sortie de l'euro ne concerne qu'un petit nombre de pays. C'est donc une solu-

tion nationale non coopérative où un pays cherche à gagner des parts de marché sur ses partenaires commerciaux. Mais une dévaluation fait augmenter le prix des importations, qui se répercute sur l'inflation interne et peu annuler en partie les gains de compétitivité sur les prix à l'exportation. L'économiste Jacques Sapir, qui a établi un plan de sortie de l'euro pour la France (2), reconnaît que l'inflation « imposera des dévaluations régulières (tous les ans ou tous les 18 mois) » pour maintenir le taux de change réel constant. Cela revient à accepter une boucle inflation-dévaluation sans fin. La compétitivité d'un pays repose sur des éléments matériels : les gains de productivité, l'innovation, la spécialisation industrielle, etc. Penser que la manipulation des taux de change peut suffire à assurer la compétitivité est largement une illusion.

C'est pourquoi il n'y a à peu près aucune expérience de dévaluation qui ne se soit pas traduite par une austérité accrue retombant en définitive sur les salariés. Pour que la dévaluation serve à la mise en place d'une autre répartition des revenus et d'un autre mode de croissance, il faudrait que les rapports de forces sociaux aient été profondément transformés. Faire de la sortie de l'euro un préalable revient donc à inverser les priorités entre transformation sociale et taux de change. Il y a là un glissement extrêmement dangereux. Dans son document, Jacques Sapir souligne que la « *nouvelle monnaie devrait alors être insérée dans les changements de politique macroéconomique et institutionnel (...) si l'on veut qu'elle donne tous les effets attendus* ». Parmi ces changements, il cite un rattrapage des salaires, la pérennisation des systèmes sociaux, un contrôle strict des capitaux, la réquisition de la banque de France, le contrôle de l'État sur les banques et les assurances. Mais toutes ces mesures devraient avoir été imposées avant même tout projet de sortie de l'euro.

Un gouvernement de transformation sociale commettrait d'ailleurs une terrible erreur stratégique en commençant par sortir de l'euro, puisqu'il s'exposerait ainsi à toutes les mesures de rétorsion.

Politiquement, le risque est très grand de donner une légitimité de gauche aux programmes populistes. En France, le Front National fait de la sortie de l'euro l'un des axes de sa politique. Il renoue avec une logique national-socialiste qui combine le discours xénophobe avec une lecture faisant de l'intégration européenne la source exclusive de tous les maux économiques et sociaux.

C'est le fond de la question. La mondialisation et l'intégration européenne néolibé-

1. Özlem Onaran, « *An internationalist transitional program towards an anti-capitalist Europe* », *International Viewpoint* n° 435, April 2011. <http://internationalviewpoint.org/spip.php?article2096>

2. Jacques Sapir, *S'il faut sortir de l'Euro*, document de travail, 6 avril 2011: <http://gesd.free.fr/sapirsil.pdf>

rales renforcent le rapport de forces en faveur du capital. Mais il n'est pas possible d'en faire la cause unique, comme si un meilleur partage des richesses pouvait s'établir spontanément, à l'intérieur de chaque pays, à la seule condition de prendre des mesures protectionnistes. Laisser croire que la sortie de l'euro pourrait en soi améliorer le rapport de forces en faveur des travailleurs est au fond l'erreur d'analyse fondamentale. Il suffit pourtant de considérer l'exemple britannique : la livre sterling ne fait pas partie de l'euro, mais cela ne met pas la population à l'abri d'un plan d'austérité parmi les plus brutaux en Europe.

Les partisans de la sortie de l'euro avancent un autre argument : elle serait une mesure immédiate, relativement facile à prendre, alors qu'une perspective de refondation européenne serait hors d'atteinte. Cet argument passe à côté de la possibilité même d'une stratégie de rupture qui ne présume pas qu'elle intervienne de manière simultanée dans tous les pays européens.

## Pour une stratégie de rupture et d'extension

Le choix semble donc être entre une aventure hasardeuse et une harmonisation utopique. La question politique centrale est alors de sortir de ce dilemme. Pour essayer d'y répondre, il faut travailler la distinction entre la fin et les moyens. L'objectif d'une politique de transformation sociale, c'est, encore une fois, d'assurer à l'ensemble des citoyens une vie décente dans toutes ses dimensions (emploi, santé, retraite, logement, etc.). L'obstacle immédiat est la répartition des revenus qu'il faut modifier à la source (entre profits et salaires) et corriger au niveau fiscal. Il faut donc prendre un ensemble de mesures visant à dégonfler les revenus financiers et à réaliser une réforme fiscale radicale. Ces enjeux passent par la mise en cause des intérêts sociaux dominants, de leurs privilèges, et cet affrontement se déroule avant tout dans un cadre national. Mais les atouts des dominants et les mesures de rétorsion possibles dépassent ce cadre national : on invoque immédiatement la perte de compétitivité, les fuites de capitaux et la rupture avec les règles européennes.

La seule stratégie possible doit alors s'appuyer sur la légitimité des solutions progressistes, qui résulte de leur caractère éminemment coopératif. Toutes les recommandations néolibérales renvoient en dernière instance à la recherche de la compétitivité : il faut baisser les salaires, réduire les « charges » pour, en fin de compte, gagner des

parts de marché. Comme la croissance sera faible dans la période ouverte par la crise en Europe, le seul moyen pour un pays de créer des emplois, sera d'en prendre aux pays voisins, d'autant plus que la majorité du commerce extérieur des pays européens se fait à l'intérieur de l'Europe. C'est vrai même pour l'Allemagne (premier ou deuxième exportateur mondial avec la Chine), qui ne peut compter sur les seuls pays émergents pour tirer sa croissance et ses emplois. Les sorties de crise néolibérales sont donc par nature non coopératives : on ne peut gagner que contre les autres, et c'est d'ailleurs le fondement de la crise de la construction européenne.

En revanche, les solutions progressistes sont coopératives : elles fonctionnent d'autant mieux qu'elles s'étendent à un plus grand nombre de pays. Si tous les pays européens réduisaient la durée du travail et imposaient les revenus du capital, cette coordination permettrait d'éliminer les contrecoups auxquels serait exposée cette même politique menée dans un seul pays. La voie à explorer est donc celle d'une stratégie d'extension que pourrait suivre un gouvernement de la gauche radicale :

- ❶ On prend unilatéralement les « bonnes » mesures (par exemple la taxation des transactions financières) ;
- ❷ On les assortit de mesures de protection (par exemple un contrôle des capitaux) ;
- ❸ On prend le risque politique d'enfreindre les règles européennes ;
- ❹ On propose de les modifier en étendant à l'échelle européenne les mesures prises ;
- ❺ On n'exclut pas un bras de fer et on use de la menace de sortie de l'euro.

Ce schéma prend acte du fait qu'on ne peut conditionner la mise en œuvre d'une

« bonne » politique à la constitution d'une « bonne » Europe. Les mesures de rétorsion de toutes sortes doivent être anticipées au moyen de mesures qui, effectivement, font appel à l'arsenal protectionniste. Mais il ne s'agit pas de protectionnisme au sens habituel du terme, car ce protectionnisme protège une expérience de transformation sociale et non les intérêts des capitalistes d'un pays donné face à la concurrence des autres. C'est donc un protectionnisme d'extension, dont la logique est de disparaître à partir du moment où les « bonnes » mesures seraient généralisées.

La rupture avec les règles européennes ne se fait pas sur une pétition de principe, mais à partir d'une mesure juste et légitime, qui correspond aux intérêts du plus grand nombre et qui est proposée comme marche à suivre aux pays voisins. Cet espoir de changement permet alors de s'appuyer sur la mobilisation sociale dans les autres pays et de construire ainsi un rapport de forces qui peut peser sur les institutions européennes. L'expérience récente du plan de sauvetage de l'euro a d'ailleurs montré qu'il n'était pas besoin de changer les traités pour passer outre à un certain nombre de leurs dispositions.

La sortie de l'euro n'est plus, dans ce schéma, un préalable. C'est au contraire une arme à utiliser en dernier recours. La rupture devrait plutôt se faire sur deux points qui permettraient de dégager de véritables marges de manœuvre : nationalisation des banques et dénonciation de la dette.

## Rupture et refondation

Le premier point d'appui est la capacité de nuisance à l'égard des intérêts capitalistes : le pays innovant peut restructurer sa

## Crise du capitalisme

dette, nationaliser les capitaux étrangers, etc. Ou menacer de le faire. Même dans le cas d'un petit pays, la capacité de riposte est considérable, compte tenu de l'imbrication des économies et des marchés financiers. Beaucoup pourraient y perdre, par exemple les banques européennes dans le cas de la Grèce. Au lieu de se coucher littéralement devant la finance, Papandréou aurait pu entamer un bras de fer en disant : « *La Grèce ne peut pas payer, il faut donc discuter* ». C'est ce qu'avait fait l'Argentine en suspendant sa dette en 2001 et en en obtenant une renégociation.

Mais le principal point d'appui résiderait dans le caractère coopératif des mesures prises. C'est une énorme différence avec le protectionnisme classique qui cherche toujours au fond à tirer son épingle du jeu en grignotant des parts de marché à ses concurrents. Toutes les mesures progressistes, au contraire, sont d'autant plus efficaces qu'elles se généralisent à un plus grand nombre de pays. Il faudrait donc parler ici d'une stratégie d'extension qui repose sur le discours suivant : « *Nous affirmons notre volonté de taxer le capital et nous prenons les mesures de protection adéquates. Mais c'est en attendant que cette mesure, comme nous le proposons, soit étendue à l'ensemble de l'Europe.* » C'est donc au nom d'une autre Europe que serait assumée la rupture avec l'Europe réellement existante. Plutôt que de les opposer, il faut donc réfléchir à l'articulation entre rupture avec l'Europe néolibérale et projet de refondation européenne.

### Le projet et le rapport de forces

Un programme qui ne viserait qu'à réguler le système à la marge serait non seulement sous-dimensionné, mais aussi peu mobilisateur. En sens inverse, une perspective radicale risque de décourager devant l'ampleur de la tâche. Il s'agit en quelque sorte de déterminer le degré optimal de radicalité. La difficulté n'est pas tant d'élaborer des dispositifs d'ordre technique : c'est évidemment indispensable et c'est un travail largement avancé, mais aucune mesure habile ne peut permettre de contourner l'affrontement inévitable entre intérêts sociaux contradictoires.

Sur les banques, l'éventail va de la nationalisation intégrale à la régulation, en passant par la constitution d'un pôle financier public ou la mise en place d'une réglementation très contraignante. La dette publique peut quant à elle être annulée, suspendue, renégociée, etc. La nationalisation intégrale des banques et la dénonciation de la dette

publique sont des mesures légitimes et économiquement viables, mais elles peuvent paraître hors de portée, en raison du rapport de forces actuel. Là se situe le véritable débat : quelle est, sur l'échelle du radicalisme, la position du curseur qui permet le mieux de mobiliser ? Ce n'est pas aux économistes de trancher ce débat et c'est pourquoi, plutôt que de proposer un ensemble de mesures, cet article a cherché à poser des questions de méthode et à souligner la nécessité, pour une vraie sortie de crise, de trois ingrédients indispensables :

- ❶ Une modification radicale de la répartition des revenus ;
- ❷ Une réduction massive du temps de travail ;
- ❸ Une rupture avec l'ordre mondial capitaliste, à commencer par l'Europe réellement existante.

Le débat ne peut être enfermé dans une opposition entre antilibéraux et anticapitalistes. Cette distinction a évidemment un sens, selon que le projet est de débarrasser le capitalisme de la finance ou de nous débarrasser du capitalisme. Mais cette tension ne devrait pas empêcher de faire un long chemin ensemble, tout en menant ce débat. Le « *programme commun* » pourrait reposer ici sur la volonté d'imposer d'autres règles de fonctionnement au capitalisme. Et c'est bien la ligne de partage entre la gauche radicale de rupture et le social-libéralisme d'accompagnement. La tâche prioritaire aujourd'hui est en tout cas, pour la gauche radicale, de construire un horizon européen commun, qui serve de base à un véritable internationalisme. ■

Le 18 juillet 2011

## *Appel pour la Conférence européenne contre l'austérité, les licenciements, les privatisations et pour la défense de l'État providence, Londres, 1<sup>er</sup> Octobre 2011*

Un nouveau mouvement s'est levé en Europe.

En Grèce, en mai, une série de grèves générales ont secoué le gouvernement. En France, l'automne dernier, des millions de personnes sont parties en grève et sont descendues dans la rue pour s'opposer à l'augmentation de l'âge de la retraite. Il y a eu des grèves générales en Espagne, en Italie et au Portugal. En Grande Bretagne, un nouveau mouvement étudiant est descendu dans la rue contre le démantèlement de l'éducation pour tous. L'Irlande a connu sa plus grande manifestation syndicale depuis une génération et il y a eu de grandes manifestations en Allemagne, en Roumanie, en Islande et ailleurs.

Les peuples d'Europe sont confrontés à un ennemi commun. Le problème de la dette en cours est la dernière étape d'une crise du capitalisme de longue durée qui a maintenant un impact sur pratiquement chaque aspect de nos vies. Mais plus que de traiter les problèmes fondamentaux, les gouvernements, la Commission européenne et la Banque centrale européenne essayent de faire payer le peuple par le biais des réductions de dépenses publiques, des mesures d'austérité, les privatisations et la dérégulation du marché du travail. Nous sommes pour une alternative à l'Europe néolibérale et pour la résistance à ce des ruc ion

Dans chaque pays, en Europe, tous les acquis sociaux de la période d'après guerre sont aujourd'hui menacés. La Banque centrale européenne non élue accorde des prêts à des pays comme la Grèce a condition de réaliser des réductions spectaculaires sur les services publics, les salaires et les retraites qui conduiront à un appauvrissement massif.

2011 sera une année cruciale nous devons veiller à ce que ce nouveau mouvement en

puissance commence à contester le pouvoir des marchés financiers. La situation est urgente. La crise économique continue de s'approfondir, menaçant de plonger l'Europe dans la récession. En Grande Bretagne, nous avons établi une « *coalition de résistance* » lors d'une conférence de Novembre qui a rassemblé plus de 1200 militants politiques et syndicaux. Nous sommes déterminés à nous opposer à toutes les mesures d'austérité et de privatisation et à défendre l'État providence. Nous encourageons toutes les organisations à travailler ensemble pour une campagne de masse d'action dans les communautés locales et en faveur d'une grève par les syndicats.

C'est déjà un mouvement international. Mais nous avons besoin d'apprendre des expériences de chacun et de travailler dans le but d'une résistance coordonnée à ravaler l'Europe et au delà.

Nous appelons donc à une Conférence européenne contre l'austérité, qui se tiendra à Londres le samedi 1<sup>er</sup> Octobre, avec des délégations et des représentants de syndicats, mouvements sociaux et organisations progressistes à ravaler l'Europe. Nous espérons que cette conférence sera une étape vers la coordination de la résistance en convenant d'un jour à l'échelle européenne d'action contre l'austérité, les licenciements et les privatisations et en défense de notre État providence.

Solidairement vôtre,

Tony Benn, (Président de la Coalition of Resistance), Len McCluskey (Secrétaire général de UNITE), Bob Crow (Secrétaire général du RMT), John McDonnell MP, Jeremy Corbyn MP, Caroline Lucas MP, Jeremy Dear (Secrétaire général de NUJ), Lindsey German (Convenor Stop the War), Fred Leplat, (Coalition of Resistance), Hilary Wainwright (Red Pepper), Ken Loach, Imran Khan (People's Charter), Chris Bambery (Secrétaire de Right to Work campaign), Andrew

# L'appétit vient en auditant !

Par  
Yorgos Mitralias\*

Étant donné que la crise de la dette était jusqu'à très récemment le « privilège » exclusif des pays du Tiers Monde, il n'est pas surprenant qu'il n'y ait ni d'expériences, ni

de leçons tirées d'expériences et encore plus aucune bibliographie relative à la préparation, l'organisation et la réalisation d'audits de la dette publique dans les pays du Nord global. C'est donc exactement pour cette raison qu'il est presque « normal » qu'un livre qui ambitionne de constituer un « manuel pour les audits » de la dette énumère et s'inspire des faits, des situations et surtout, des expériences concrètes d'audits réalisés exclusivement dans ce Tiers Monde tant éprouvé.

Alors, au moment où la crise de la dette se déplace massivement au Nord global et que nous-mêmes ici en Grèce sommes appelés à nous y confronter, contestant et dénonçant en actes ce cauchemar qui est la dette publique grecque, nous ne pouvons évoquer aucun précédent, tirer des enseignements d'aucune expérience d'audit en Europe Unie ou plus généralement dans le Nord développé. Cependant, on ne part pas de zéro. Les expériences et les leçons tirées des luttes au Sud global sont ici, à notre disposition, et il ne reste qu'à en profiter pour initier, pour le compte aussi des autres peuples européens, celle qui est, peut être, la plus décisive des batailles présentes et à venir : la bataille contre la dette qui ravage des sociétés et détruit des vies humaines, tout en constituant un des outils les plus éprouvés pour rendre les riches scandaleusement plus riches et les pauvres inhumainement plus pauvres...

Il n'y a pas de doute que les différences entre les crises de la dette au Nord et au Sud soient réelles et pas du tout négligeables. Cependant, tant au Sud qu'au Nord, les objectifs d'un authentique audit de la dette publique sont identiques à ceux décrits dans le livre :

« Le premier objectif d'un audit est de clarifier le passé, de démêler l'écheveau de la dette, fil par fil, jusqu'à reconstruire la pelote des enchaînements qui ont conduit à l'impasse actuelle. Qu'est devenu l'argent de tel emprunt, à quelles conditions cet emprunt a-t-il été conclu ? Combien d'intérêts ont été payés, à quel taux, combien du principal a déjà été remboursé ? Comment la dette

s'est-elle enflée sans qu'on voie la couleur de l'argent ? Quel chemin ont suivi les capitaux ? A quoi ont-ils servi ? Quelle part a été détournée et comment ? »

Et en plus de tout ça : « Qui a emprunté et au nom de qui ? Qui a prêté et quel a été son rôle ? Comment l'État s'est-il trouvé engagé, par quelle décision, prise à quel titre ? Comment des dettes privées sont-elles devenues "publiques" ? Qui a engagé des projets bidon, qui y a poussé, incité, qui en a profité ? Quels crimes ont été commis avec cet argent ? Pourquoi n'établit-on pas les responsabilités civiles, pénales et administratives ? »

Il suffit d'avoir en tête ces interrogations pour comprendre combien énorme est le champ d'action d'un audit de la dette publique, qu'il n'a absolument rien à voir avec sa caricature le réduisant à une simple vérification de chiffres faite par des comptables routiniers. Alors, ce n'est pas du tout un hasard que les partisans des audits argumentent en faveur de leur nécessaire réalisation en invoquant toujours deux besoins fondamentaux et vitaux de la société : ceux de la transparence et du contrôle démocratique de l'État et des gouvernants par les citoyens.

Il s'agit sans doute des besoins qui se réfèrent à des droits démocratiques tout à fait élémentaires, bien que violés en permanence, reconnus par le droit international. Le droit des citoyens de connaître les actes de ceux qui les gouvernent, de s'informer de tout ce qui concerne leur gestion, leurs objectifs et leurs motivations est intrinsèque à la démocratie elle-même puisqu'il émane du droit fondamental des citoyens d'exercer leur contrôle sur le pouvoir et de participer activement aux affaires communes.

Alors, le fait que ce pouvoir refuse obstinément de réaliser l'audit de sa propre dette

Burgin (Secrétaire de Coalition of Resistance), Bill Greenshields (Communist Party of Britain), Paul Mackney, (ex-Secrétaire général de UCU), Clare Solomon (Président du syndicat étudiant ULU), Kate Hudson, Lee Jasper (BARAC).

**Organisations internationales** : European Left Party, Joint Social Conference, Euromarches, Transform! ; **Allemagne** : Attac, Die Linke ; **Belgique** : Centrale Nationale des Employés, ATTAC Wallonie-Bruxelles, CADTM ; **Espagne** : Plataforma pels Drets Socials de Valencia, Izquierda Anticapitalista, Mesas Ciudadanas de Convergencia y Acción, Entrepoblos/Entrepueblos/Entrepobos/Herriarte ; **France** : ATTAC, Union syndicale Solidaires, Les syndicats CGT, FSU & Solidaires du "Havre de Greve", Fondation Copernic, Nouveau Parti Anticapitaliste ; **Grèce** : Comité contre la dette, Costas Lapavistas, Yannis Almpanis, Réseau pour les droits politiques et sociaux ; **Grande-Bretagne** : Kate Hudson, Globalise Resistance ; **Italie** : COBAS ; **Irlande** : Sinn Fein, Richard Boyd-Barrett TD (United Left Alliance), Joan Collins TD (United Left Alliance), Séamus Healy TD (United Left Alliance) ; **Norvège** : Asbjørn Wahl (Campaign for the Welfare State) ; **Pologne** : Boguslaw Zietek (président Syndicat libre "Août 80"), Elzbieta Fornalczyk ("Août 80", supermarchés Tesco), Krzysztof Labadz ("Août 80", mine Budryk), Zbigniew Zdónek (Parti polonais du travail, Campagne de défense du service publique de la santé), Franciszek Gierot ("Août 80", Fiat Poland), Zbigniew Pietras (WZZ Sierpie 80 Opel-Poland), Przemysław Skupin ("Août 80", Mines), Tatiana Michalik (Association des victimes des supermarchés), Grzegorz Kulczycki (Organisation des pensionnés et retraités), Zbigniew Kowalewski (Parti polonais du travail) ; **Portugal** : Attac ; **République Tchèque** : Martin Mikula, Nouvelle gauche anticapitaliste ; **Suède** : Psykologi Utan Gränser, Stockholms Antiracist Cultural Association (STARK) ; **Suisse** : SSP-vpod.

\* Yorgos Mitralias, journaliste retraité et correspondant d'*Inprecor*, est un des fondateurs du Comité grec contre la dette et militant du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde (CADTM). Ce texte est le prologue à l'édition grecque du livre « Menons l'enquête sur la Dette ! – Manuel pour les audits de la dette du Tiers Monde ».

## Crise du capitalisme

et a horreur même de l'idée que quelques intrus « *non institutionnels* » oseraient le réaliser à sa place, est indicatif de notre démocratie (bourgeoise et néolibérale), malade et profondément déficitaire. Une démocratie infirme, qui d'ailleurs n'arrête pas de nous bombarder avec sa rhétorique sur la transparence.

Ce besoin permanent de transparence dans les affaires publiques acquiert pourtant à l'époque du néolibéralisme le plus sauvage et de la corruption débridée — sans précédent dans l'histoire mondiale — une énorme importance supplémentaire : il se transforme en un besoin social et politique tout à fait vital ! Et c'est exactement pour cette raison que la transparence en actes constitue un cauchemar et est exorcisée dans la pratique par les puissants du système, qui n'ont pas la moindre envie de tolérer des témoins non invités à leur interminable festin néolibéral.

En d'autres termes, dans la période actuelle de la plus vaste corruption et des innombrables scandales financiers, des libertés et des droits des citoyens considérés jadis comme « *élémentaires* » se transforment... en produits de luxe toujours plus rares dans nos sociétés étroitement surveillées. La conséquence directe en est que l'exercice de ces droits démocratiques, jusqu'à hier « *élémentaires* », soit considéré par les gouvernants presque comme une déclaration de guerre à leur système par « *ceux d'en bas* ». Et naturellement, elle est traitée en conséquence...

Sans aucune hésitation, il suffirait de pratiquer ces droits démocratiques « *élémentaires* », de fait extrêmement politiques, pour que l'audit de la dette publique acquière une dynamique socialement salutaire et politiquement presque... subversive. Cependant, l'utilité profonde d'un audit indépendant de la dette publique ne peut pas se résumer uniquement à la défense de la transparence et de la démocratisation de la société. Elle va beaucoup plus loin, puisqu'elle touche à des questions qualitativement supérieures et ouvre le chemin à des processus qui pourraient s'avérer extrêmement dangereux pour le pouvoir établi, et potentiellement libérateurs pour l'écrasante majorité des citoyens !

En effet, en exigeant d'ouvrir et d'auditer les livres de la dette publique, et encore mieux en ouvrant et en auditant ces livres, le mouvement de l'audit citoyen ose « *l'impen-sable* » : il pénètre dans la zone interdite, dans le saint des saints du système capitaliste, là où, par définition, n'est toléré aucun intrus !

En même temps, il se trouve confronté, directement et sans aucun intermédiaire, au

système lui-même puisqu'il lui conteste le plus essentiel de ses pouvoirs : la monopolarisation du droit de décider, de prendre les décisions sur les plus importantes questions financières, politiques, environnementales et sociales du pays ! C'est-à-dire, de décider du destin, de la vie et de la mort des êtres humains...

Ici, il ne s'agit plus ni de la simple transparence, ni même de la démocratisation de la société. Il s'agit de quelque chose de beaucoup plus profond et essentiel, de l'ouverture d'une immense brèche dans le mur du pouvoir qui nous entoure. D'une brèche à travers laquelle devient possible d'entrevoir, même confusément, « *l'autre monde possible* » de la très chère vision émancipatrice des producteurs associés.

Plus concrètement, afin de réaliser ses objectifs et répondre aux attentes de la société, un audit citoyen de la dette publique est, de fait, contraint d'aller beaucoup plus loin que le contrôle de la simple légalité de cette dette. « *Imperceptiblement* » il est poussé à pénétrer loin à l'intérieur des champs clôturés du pouvoir capitaliste, de commettre le suprême « *sacrilège* » de contester la vache sacrée qui est la propriété privée, en évaluant pourquoi, selon quels critères et où est allé l'argent des prêts, où et comment il a été investi. Et ceci oblige de fait le mouvement qui se trouve derrière et autour de lui, c'est-à-dire les salariés et les opprimés de toute espèce, d'élaborer ses propres priorités alternatives sur la base de la satisfaction d'autres besoins sociaux, diamétralement opposés.

Par exemple, critiquer le gaspillage des ressources pour les Jeux Olympiques d'Athènes c'est plus que dévoiler et dénoncer la corruption de grande ampleur qui les accompagnait, ou imputer des responsabilités pour les pots de vin distribués si grassement. La critique principale et plus pertinente de ces J.O. est celle faite sur la base d'une autre et totalement différente vision de la réalité sociale et environnementale. Celle qui conduit à l'adoption des priorités sociales et économiques diamétralement opposées et donc, d'un autre monde possible. Au lieu de la construction d'équipements sportifs pharaoniques, des investissements pour la santé, l'enseignement, l'amélioration qualitative des services publics, etc. Au lieu de la bétonisation extrême de la capitale et de ses habitants déjà asphyxiés, des investissements massifs pour s'attaquer au changement climatique. En d'autres termes, au lieu des profits de quelques-uns, la satisfaction des besoins de l'écrasante majorité des humains...

Pourtant, c'est exactement cette vision

des besoins de la population travailleuse — mais aussi de la nature dans laquelle nous vivons et nous nous reproduisons — qui offre la base pour que commence à émerger non seulement la nécessité mais aussi les lignes générales d'une autre organisation économique et sociale, c'est-à-dire d'une autre société ! C'est ainsi qu'en commençant par le « *sacrilège* » d'un simple audit de la dette, qui a dévoilé aux yeux des gens combien nu est le roi (capitaliste) qui nous écrase, le processus s'est transformé rapidement en une école tout à fait inédite fréquentée par « *ceux d'en bas* » qui y forment et développent leur conscience de classe et politique, tout en élargissant leurs horizons au point de commencer à avoir envie de contester carrément le pouvoir lui-même de « *ceux d'en haut* ».

C'est évident qu'un tel audit de la dette publique ne peut pas se réaliser sans la participation directe et active de « *ceux d'en bas* ». Pour qu'il existe, il demande la création et le développement d'un mouvement social unitaire mais aussi démocratique. Cependant, ce mouvement ne peut et ne doit pas être réduit à un rôle de supplétif, ne peut se limiter seulement à suivre les travaux des quelques « *experts* » de la commission d'audit, soient-ils des gens de gauche ou même des révolutionnaires. Il doit participer au processus de l'audit de la dette non seulement parce qu'il peut l'aider efficacement avec ses connaissances spécifiques, ses témoignages et ses enquêtes, mais surtout parce qu'il est le seul en mesure de juger et de dénoncer la dette publique sur la base de ses propres priorités, besoins, et valeurs populaires, de ses propres visions émancipatrices.

Un tel mouvement radical pour l'audit de la dette ne peut être quelque chose d'abstrait. Pour qu'il acquière chair et os, il doit s'(auto)organiser à l'image de la société moderne elle-même. Et pour que ceci soit fait, il lui faut ressembler à un grand fleuve mouvementiste vers lequel confluent de nombreux torrents humains différents. Pas au nom d'un quelconque pluralisme métaphysique mais parce que, pour qu'il soit efficace, l'audit de la dette doit se faire en rapport avec les besoins des gens et parce que nul autre peut mieux connaître, juger, évaluer et défendre les besoins, par exemple des femmes, que le mouvement féministe lui-même, ou des agriculteurs — que les pauvres agriculteurs, des jeunes — que la jeunesse mobilisée, des consommateurs — que les consommateurs organisés ou de l'environnement — que les écologistes radicaux, etc.

Conclusion : un véritable et efficace audit de la dette publique exige l'existence

d'un puissant mouvement dans lequel se rencontrent les mouvements particuliers contre la dette (et les mesures d'austérité) des diverses, petites et grandes, catégories sociales et autres sensibilités de la population salariée opprimée par le capital. C'est-à-dire, d'un mouvement qui, tenant compte des multiples « *identités* » du salarié d'aujourd'hui (pas seulement producteur mais aussi consommateur, usager des services publics, victime du sexisme, de la violence conjugale et des discriminations du genre, victime du changement climatique et de la pollution de l'environnement, etc.) tente leur synthèse, sans laquelle le mouvement se fragmente, se divise et perd sa dynamique émancipatrice.

Voilà donc une des raisons qui rend impérative la nécessaire rencontre du mouvement d'audit de la dette publique avec celui des « *Je ne paye pas* » (1). Cette nécessité ne découle pas seulement du fait que tous les deux représentent « *ceux d'en bas* » et leurs résistances. Ça découle avant tout du fait qu'il s'agit, par plusieurs aspects, de mouvements sociaux jumeaux ayant des « *philosophies* » et des dynamiques similaires, et qui sont condamnés à se rencontrer et à se greffer l'un sur l'autre s'ils veulent développer toutes leurs potentialités. Tous les deux ne se limitent pas à une critique passive du système capitaliste, mais passent à la transgression en actes de la légalité bourgeoise et capitaliste, levant la tête avec insolence face aux puissants et à leur système. En agissant ainsi, ils créent les conditions pour l'extension et la généralisation de leur bon exemple, en popularisant avec leur action l'évidence : Oui, gratuits la santé et les transports, l'enseignement et l'électricité, le gaz ou les crèches pour les salariés, les

immigrés, les familles monoparentales, les retraités sans le sou, les chômeurs et les laissés-pour-compte de toute espèce de ce système inhumain. Oui, gratuits parce que ceci n'est pas un luxe extravagant mais un droit des « *ceux d'en bas* » et un devoir des « *ceux d'en haut* ».

La rencontre et la jonction organique de tels mouvements sociaux non seulement multiplie leur crédibilité et leur force, mais rend aussi possible une chose beaucoup plus importante : elle accoutume la société de « *ceux d'en bas* » à l'idée qu'ils ne sont pas éternellement condamnés à obéir résignés aux ordres de leurs maîtres. Qu'ils sont non seulement en mesure de contester collectivement ces maîtres et leur pouvoir, mais qu'ils deviennent capables de le remplacer par le leur !

Le processus d'audit de la dette publique par la société mobilisée peut constituer une grande école pour les travailleurs/ses puisqu'il leur offre une occasion unique de se mettre en contact et de comprendre « *de l'intérieur* » des questions qui leur sont en permanence inaccessibles et interdites, comme le fonctionnement de l'État bourgeois, l'économie du marché national et international ou les relations et institutions internationales. En jouant ce rôle pédagogique, la grande école de l'audit des livres de l'État par les salariés et leurs organisations contribue cependant à la formation et au développement de leur conscience de classe et anticapitaliste puisqu'elle déploie une dynamique analogue à celle du contrôle ouvrier. Une dynamique qui parvient à armer les travailleurs/ses, et plus généralement les victimes du néolibéralisme, avec la volonté de contester la tyrannie du capital et de prendre en main leur propre destin.

Pourtant, les dynamiques jumelles des deux contrôles ne peuvent pas cacher les importantes différences qui les séparent. En effet, pendant que le contrôle ouvrier ouvre les livres du patron, l'audit de la dette publique passe au peigne fin les livres de l'État. Tandis que l'un (le contrôle ouvrier) part par le bas pour aller vers le haut, l'autre (l'audit de la dette) commence par le haut pour aller vers le bas. En d'autres termes, chacun d'eux termine là où commence l'autre...

Alors, si le but ultime du contrôle ouvrier, qui commence dans l'usine, dans l'entreprise et dans chaque lieu de travail, est de faire que les salariés posent la question de leur contrôle hors de leur lieu de travail, le généralisant au niveau de toute la société et de l'État, c'est exactement l'inverse qui se passe avec l'audit de la dette : commençant par l'État et sa dette, il cherche à pousser les travailleurs/ses — et tous les opprimés — à généraliser leur expérience et à imposer leur contrôle sur les lieux de travail, sur la production et partout où existe l'exploitation capitaliste.

Il s'agit, sans doute, d'une « *innovation* » qui est le produit direct de nos temps néolibéraux, et qui n'a pas encore attiré l'intérêt de la gauche et de ses états-majors. Ceci n'est pas une surprise, car ce qui nous

---

1. Le mouvement « *Je ne Paye pas* », qui a pris récemment une grande ampleur en Grèce, s'est constitué autour du refus de payer les tickets de péage exorbitants sur les autoroutes privatisées du pays. La grande nouveauté de ce mouvement très populaire et radical est qu'il ne se limite pas à la dénonciation passive des augmentations successives du prix des péages mais qu'il pratique la désobéissance active de masse en forçant les barrières ! Ces derniers temps, le mouvement « *Je ne Paye pas* » est en train de s'étendre aux transports urbains de Thessalonique, au nord de la Grèce.

## Crise du capitalisme

manque cruellement, surtout au Nord global, sont ces expériences pratiques d'audit de la dette publique de la part de « *ceux d'en bas* », qui pourraient fonder la recherche théorique en vue de l'analyse et de la compréhension du « *phénomène* ». Il reste pourtant l'objectif immédiat qui n'est autre que ce qui doit être fait pour que la dynamique de l'audit de la dette fasse le parcours inverse de celui du contrôle ouvrier : « *descendre* » à la base de la société, sur les lieux de travail, et s'étendre à tout le processus productif !

Alors, en attendant le verdict de la praxis de « *ceux d'en bas* », on peut déjà être sûr d'une chose : face à un adversaire de classe international, organisé depuis longtemps, coordonné et armé jusqu'aux dents, et étant donné l'internationalisation extrême de l'économie ainsi que la nature et la réalité « *multinationales* » de la dette publique, la recherche, de la part du mouvement de l'audit de la dette, des partenaires, des alliés et

des compagnons de lutte en dehors des frontières nationales constitue une condition d'importance décisive pour son succès. Il y a deux conséquences directes de ce constat :

- D'abord, toute lutte pour l'audit et l'annulation de la dette publique qui n'est pas faite au nom et sur la base des intérêts communs (de classe) de « *ceux d'en bas* », au-delà des frontières, est condamnée à l'échec.
- Ensuite, toute confrontation exclusivement avec les créanciers étrangers et les directeurs étrangers, au nom d'une quelconque « *résistance à l'occupation étrangère* » du pays, est non seulement totalement inefficace, mais elle est aussi un vrai combat chimérique jouant le jeu de la sainte alliance de nos tyrans indigènes et étrangers. A l'Internationale du capital si réelle et si concrète, nous n'opposons pas le patriotisme mais notre internationalisme en actes.

Ce qui est encourageant est que tout cela doit et peut aujourd'hui se concrétiser, se transformer directement en un internatio-

nalisme pratique de combat. La raison est simple : les peuples en Europe — mais sûrement au-delà d'elle, de l'autre côté de la Méditerranée où fait rage la révolution arabe ! — sont tous dans le même bateau de la dette publique explosive et des mesures d'austérité inhumaines, et en plus ils sentent toujours plus intensément le besoin de collaborer et d'unir leurs forces contre leur ennemi de classe commun. La preuve est que jour après jour, ceux qui paraissent partager la certitude qu'il n'y a pas de salut à l'intérieur de leurs frontières nationales sont toujours plus nombreux ; qu'il faut, ici et maintenant, que les peuples d'Europe (de l'est et de l'ouest) fassent exactement ce que font leurs gouvernants, l'Union européenne, le FMI et leur riche arsenal institutionnel et punitif : se coordonner et agir ensemble sur la base d'un projet stratégique commun.

En dernière analyse, « *ceux d'en haut* » font bien leur travail ; il est grand temps que « *ceux d'en bas* » fassent le leur ! ■

---

\* Communiqué de Sinistra critica, organisation anticapitaliste italienne liée à la IV<sup>e</sup> Internationale (Traduit de l'italien par Sylvia Nerina pour [www.lcr-lagauche.be](http://www.lcr-lagauche.be))